

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 10/03/2020

N° : 2020/164

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

**Page 3/61**

 **Décisions**

**Page 62/464**

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 20/002/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour kiosque de vente de fruits situé: 1 Avenue du Prado 13006 Marseille à la SASU Maraval, représentée Madame Mounira Metidja**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2020



## **CONSIDÉRANT**

- La demande déposée par la SASU Maraval, représentée Madame Mounira Metidja, domiciliée : 90 Boulevard Charles Moretti 13014 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque de vente de fruits et légumes sur le domaine public à l'adresse suivante :

1 Avenue du Prado 13006 Marseille  
RC 879 478 659 00011 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SASU Maraval, représentée Madame Mounira Metidja, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de huit mètres carrés et vingt-cinq centimètres carrés sur le domaine public, sis 1 Avenue du Prado 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de fruits et légumes.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. Cependant, du fait de son implantation sur le tracé du futur tramway, la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Le bénéficiaire a connaissance, au jour de la notification de la présente autorisation, du projet d'extension du tramway dont le tracé se situe sur l'emplacement du kiosque. Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour ce motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 3 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2020

Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

**Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 12 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Services la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2020

## **Arrêté n° 20/004/CM**

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque presse situé 83 av Foch 13004 Marseille à Monsieur Pedro Toro**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La demande de Monsieur Pedro Toro, domicilié Villa Montaigne – 7 impasse des gymnastes 13012 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public au 83 avenue Foch 13004 Marseille.

#### **ARRETE**

##### **Article 1 :**

Monsieur Pedro Toro, domicilié Villa Montaigne ; 7 impasse des gymnastes 13012 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°879 277 663 00016, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 8m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis 83 avenue Foch 13004 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

**Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

**Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

**Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

#### **Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont le présent arrêté serait résilié pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

#### **Article 13 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

#### **Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 février 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Février 2020

## Arrêté n° 20/005/CM

**Arrêté rectificatif de l'autorisation d'occupation 19/242/CM accordée à la SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella, pour l'exploitation d'un local presse sis 11 place du monument 13011 Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°19/242/CM délivré le 8 novembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella, pour l'exploitation d'un local presse dont l'ouverture se fait sur le domaine public au 11 place du monument 13011 Marseille ;

- L'absence de mention relative aux activités de vente de tabac et de détaillant La Française des Jeux ;
- Les agréments fournis par la SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté d'occupation temporaire n°19/242/CM délivré le 8 novembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence est abrogé.

### **Article 2 :**

La SNC Les Camoins11, représentée par Monsieur Daniel Spinella, est autorisée à exploiter un local avec un espace vente d'une dimension de 24 m<sup>2</sup>, et une réserve de 17 m2, dont l'ouverture se fait sur le domaine public, sis 11 place du Monument 13011 à Marseille, en vue de procéder :

- à la vente de journaux et publications de presse,
- à la vente de tabac,
- à la vente de produits La Française des Jeux.

### **Article 3**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.



**Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le local et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Février 2020**

## Arrêté n° 20/006/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie situé 16 Rond-Point de Mazargues/angle Boulevard de la Concorde 13009 à Marseille, à Monsieur Movses Avakian.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La demande présentée par Monsieur Movses Avakian, domicilié Résidence Plan de la Jarre-Bat C1, 59 chemin de Sormiou 13009 à Marseille, enregistré au RM Marseille sous le n°880 935 747 00019, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Monsieur Movses Avakian, est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de onze mètres carrés et soixante centimètres carrés (11.60 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 16 Rond-Point de Mazargues/angle Boulevard de la Concorde 13009 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de cordonnier.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

### **Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

### **Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Février 2020

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

**Article 11 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 12 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 février 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/007/CM

**Arrêté d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour le kiosque à jus de fruits frais situé 111 la Canebière 13001 à Marseille à la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- L'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'exploitation d'un kiosque à jus de fruits frais situé 111 La Canebière 13001 à Marseille.
- Le résultat de la consultation attribuant l'autorisation d'occupation à la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty, domicilié 5 rue Bossuet 13006 à Marseille, enregistré au RCS Marseille sous le n° 880 966 07200014, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de seize mètres carrés (16 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 111 la Canebière 13001 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de vente de jus de fruits frais.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

### **Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

**Article 11 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 12 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 février 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/008/CM

**Délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### ARRETE

#### **Article 1 :**

L'arrêté n° 19/158/CM du 22 juillet 2019 est abrogé.

#### **Article 2 :**

Délégation est donnée à Madame Nathalie N'Doumbé, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

## **Ressources humaines**

**Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.**

### **Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

### **Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

### **Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

### **Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

### **Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

### **Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020

### **Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

### **Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

### **Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission nationale et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

### **Divers :**

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

**Marchés publics et accords-cadres  
concernant les compétences exercées  
par la Direction Générale Adjointe  
en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti,  
politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme,  
mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI**

**1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € H.T ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

**2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros H.T. y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros H.T. ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020

- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., quel qu'en soit le motif.

#### **Politique de la Ville**

- Lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Accusés réception des demandes de Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande.

#### **Habitat**

- Accusés réception des demandes de logement social ;
- Accusés réception des demandes de FSL ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande ;
- Accusés réception des demandes relatives à l'ANAH ;
- Courriers divers (demandes d'avis préalable) relatifs à l'ANAH ;
- Conventions avec l'ANAH – avec ou sans travaux ;
- Engagements bailleurs ;
- Attestations diverses (Caisse Allocations Familiales, etc.).

#### **Ports - Mer- Littoral – GEMAPI - Energie**

- Courriers de mise en demeure ;
- Courriers divers relatifs à la mise en œuvre de projets et à la gestion courante concernant les ports, la mer, le littoral, la GEMAPI et l'énergie ;
- Courriers et actes divers relatifs à la gestion de mise en concurrence des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port) ;
- Réponse à une demande de changement de bateau sur une même place (réponse négative aux usagers) ;
- Demande d'exonération de redevance (réponse négative aux usagers) ;
- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement et actes administratifs liés, pour la gestion des réseaux de chaleur et unités de production d'énergie ;
- Contrats d'abonnement de tiers au réseau de chaleur (conformes au modèle de contrat et à la tarification délibérée) et avenants de transfert ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseau pour raccordement d'unités de production d'énergie.

#### **Urbanisme**

- Les courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers divers relatifs à l'urbanisme et la stratégie et cohérence territoriale pour la mise en œuvre des dossiers ou projets ;
- Courriers liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole.

#### **Foncier**

- Documents d'arpentage ;
- Diffusions parcellaires ;
- Demandes à France Domaines ;

- Courriers, formulaires CERFA et fiches de demandes de renseignements et/ou copies auprès des hypothèques ;
- Documents et actes relatifs aux états des risques naturels et technologiques ;
- Plans de bornage, de division ;
- Courriers, formulaires de constitution de servitudes ;
- Procès-verbal de délimitation de bornage, de bornage contradictoire amiable, etc. ;
- Prise en gestion des biens acquis par l'EPF ;
- Courriers divers relatifs à la mise en place des conventions partenariales conclues avec l'EPF et notamment compte rendu valant décision de choix des sites, validation du lancement des études, etc. ;
- Procès-verbal d'ouverture des plis des candidatures pour la cession des biens ;
- Réceptions des procès-verbaux de remise en gestion des biens acquis par EPF PACA et signature de tous les documents connexes ;
- Courriers divers relatifs aux demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande (échanges entre Métropole et propriétaires dans l'instruction des dossiers d'acquisitions et des ventes de biens bâtis, non bâtis, et/ou de locations) ;
- Attestations rectificatives de mise en concordance des actes authentiques en la forme administrative auprès des Services de la Publicité Foncière ;
- Formalités préalables et postérieures nécessaires à la Publicité Foncière d'un acte authentique en la forme administrative ;
- Demandes de pièces complémentaires et de visites dans le cadre de la procédure de préemption ;
- Renonciations aux déclarations d'intention d'aliéner ;
- Courriers divers relatifs aux affaires foncières et immobilières ;
- Courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets relevant de la compétence métropolitaine (à l'exception des courriers adressés aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat).

#### **Aménagement du territoire**

- Les courriers relevant de l'administration courante ;
- Les certificats d'affichage des actes administratifs ;
- Courriers divers relatifs à l'aménagement du territoire métropolitain concernant la mise en œuvre des dossiers et des projets ;
- Courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers aux établissements publics d'aménagement dans le cadre des relations conventionnelles entre la Métropole et les aménageurs ;
- Arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cession de terrains ;
- Courriers de notification aux tiers des cahiers des charges de cession de terrains.

#### **Patrimoine bâti – Gestion patrimoniale**

- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement ;
- Courriers divers aux services de l'état (ARS, DRAC, ABF, DDT, etc.) ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseaux pour raccordement (à différencier des autres conventions) ;
- Demandes d'autorisations d'urbanisme et environnementales et pièces annexes des PC, PD, PA loi sur l'eau, ERP classés, cas par cas, etc. ;
- Courriers divers et gestion courante relatifs au patrimoine bâti du territoire métropolitain ;
- Les attestations d'affectation de constructions.

**Article 3 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Nathalie N'Doumbé, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 4 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Béhar Benaïssa – Directrice Générale Adjointe Déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames N'Doumbé et Benaïssa, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Alexandra Serra – Directrice de la coordination

**Concernant strictement :**

- 1) La politique de la ville
- 2) L'Habitat

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Béhar Benaïssa – Directrice Générale Adjointe Déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames N'Doumbé et Benaïssa, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christelle Mouren – Directrice habitat et politique de la ville

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, de Madame Béhar Benaïssa, de Madame Alexandra Serra et de Madame Christelle Mouren, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Domnin Rauscher – Directeur Général des Services.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**





Présidente de la Métropole

**Arrêté n° 20/009/CM**

**Délégation de signature à Madame Sophie Conte, chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son article 56 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée inscrit au registre des actes n° DRH-2017-7168 du 18 juillet 2017, portant Madame Sophie Conte, Directrice Générale des Services du Territoire du Pays Salonais à compter du 1<sup>er</sup> août 2017.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté n° 18/303/CM en date du 19 décembre 2018 est abrogé.

**Article 2 :**

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péliganne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

<p style="text-align: center;"><b>Ressources humaines</b> <b>Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</b></p>
--

**Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

**Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

**Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

**Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

**Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courrier et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine fiche d'aptitude).

### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

### **Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020

- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

#### **Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

#### **Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

#### **Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

#### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission nationale et internationale et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission nationale des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020

**Divers :**

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains  
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

**Finances**

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire ;
- Exemplaire unique ;
- Nantissement ;
- Cession de créance ;
- Les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marché, conventions, lettre de commande, etc.) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées.

**Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018**

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018).

**Article 3 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 4 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia Zugna – Directrice Générale des Services déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Laetitia Zugna, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Pascal Mora – Chef de service retraite.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Laetitia Zugna et de Monsieur Pascal Mora, délégation de signature est donnée à :

- Madame Véronique Lorthios – Chef de pôle eau, assainissement, déchets au territoire du Pays Salonais.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

## Arrêté n° 20/010/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque presse situé 32 la Canebière 13001 Marseille à la SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

La demande de la SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban, domiciliée 42 Boulevard Rabatau 13008, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public au 32 la Canebière 13001 à Marseille.

### ARRETE

#### Article 1 :

La SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban, domiciliée 42 boulevard Rabatau 13008 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°430 486 183 00022 est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis 32 la Canebière 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse ;

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Février 2020

## **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

## **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

## **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

## **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

## **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

## **Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

## **Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.



**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont le présent arrêté serait résilié pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

**Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 février 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Février 2020

## **Arrêté n° 20/011/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 117  
situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres  
Abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par  
arrêté n° 72/05 du Président du SAN Ouest Provence du 30 juin 2005**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;

- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté n° 72/05 du Président du SAN Ouest Provence du 30 juin 2005 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 117 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- La délibération n° 276/87 du Comité Syndical du SAN du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/008/CM du 12 février 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone (réfection des voiries, mise en place de réseaux d'eau potable, réalisation de réseaux d'assainissement pluvial et eaux usées,...) ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 72/05 du Président du SAN Ouest Provence du 30 juin 2005, afférent au lot n° 117, ne correspond plus au contexte de la ZAC (modification du calcul des droits à bâtir) et qu'il doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 117 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 72/05 du Président du SAN Ouest Provence du 30 juin 2005.

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Mars 2020**

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 117 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 - 13800 Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/012/CM

### **Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement situé 234 quai du Port 13002 Marseille, à la SARL COPS, représentée par Sammy Kerbadou**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l' Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- L'arrêté d'occupation temporaire n°17/220/CM délivré le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL COPS, représentée par Olivier Carle et Sébastien Prejean,

- La demande de la SARL COPS, représentée par Sammy Kerbadou, domiciliée 234 quai du Port 13002 Marseille, RCS Marseille : 519 309 330 00024, en vue d'occuper un emplacement public au : 234 quai du Port 13002 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté d'occupation temporaire 17/220/CM délivré le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL COPS, est abrogé.

### **Article 2 :**

La SARL COPS, représentée par Sammy Kerbadou, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement, sis 234 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 26 m<sup>2</sup>

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 6 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 7 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 8 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le Code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 9 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 11 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 13 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 14 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 20 Février 2020**



**Arrêté n° 20/014/CM**

**Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à poissonnerie situé Face au 22 place Jean Jaurès 13001 Marseille à la SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David Revol.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- La fin de la première phase des travaux liés au réaménagement de la place Jean Jaurès à Marseille ;
- La demande déposée par la SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David Revol ; domiciliée : 3 lotissement le Moulin du Diable-51 avenue Marius Bremond 13015 Marseille ; en vue d'exploiter un kiosque à poissonnerie sur le domaine public à l'adresse suivante : Face au 22 place Jean Jaurès 13001 Marseille ; RC Marseille 438 064 370 00010.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David Revol, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 12 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis Face au 22 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de poissons et de coquillages.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Février 2020

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 février 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/016/CM

**Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 6 place des Etats-Unis 13014 à Marseille à la SARL Gourmandise et Friandise, représentée par Audrey Mari.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Le changement de gérant et la demande de la SARL Gourmandise et Friandise, domiciliée 6 place des Etats-Unis 13014 à Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le numéro 844 891 911 00019, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public à l'adresse suivante : 6, place des Etats-Unis 13014 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté d'occupation temporaire 19/044/CM délivré le 4 mars 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Gourmandise et Friandise, est abrogé.

### **Article 2 :**

La SARL Gourmandise et Friandise, représentée par Madame Audrey Mari, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de huit mètres carrés sur le domaine public, sis 6 place des Etats-Unis 13014 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de glacier.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 3**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 6 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payables en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours, un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 7 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

### **Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Février 2020

**Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et au règlement de voirie.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci -dessus.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 février 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/018/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé  
529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille à Madame Sandrine Tidda**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

**CONSIDÉRANT**

- La demande déposée par Madame Sandrine Tidda, domiciliée : 4 allée Louis Borillo dit Dijon 13260 La Ciotat, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :  
529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille  
RC Marseille 394 653 877 00065.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Madame Sandrine Tidda, épouse Graillon, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwichs, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce, aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

**Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire, à défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/022/CM**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence -Procédure de modification numero 3**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lançon-Provence en date du 26 septembre 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

- La délibération n° 249/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 16 décembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération n° URB 012-7904/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence en vigueur ;

## **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence afin de mettre en œuvre la requalification de la zone d'activités des Sardenas :
  - Modification de la constructibilité en entrée de ville dans la zone d'activités, sur la base d'une étude loi Barnier ;
  - Production d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'encadrer et orienter le développement des zones identifiées ;
  - Intégration de toutes les modifications nécessaires à la mise en œuvre de ce projet de requalification de la zone d'activités.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 3 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage et, le cas échéant, les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Lançon-Provence du 26 septembre 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il est prescrit une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence.

## **Article 2 :**

La modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence doit permettre la mise en œuvre de la requalification de la zone d'activités des Sardenas.

Les objectifs poursuivis par cette modification sont les suivants :

- Modification de la constructibilité en entrée de ville dans la zone d'activités, sur la base d'une étude loi Barnier ;
- Production d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'encadrer et orienter le développement des zones identifiées ;
- Intégration de toutes les modifications nécessaires à la mise en œuvre de ce projet de requalification de la zone d'activités.

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification sera notifié aux Personnes publiques associées ainsi qu'au Maire de la commune concernée par la modification.

Conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification fera l'objet d'une enquête publique.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

## **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020

## Arrêté n° 20/023/CCM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le raccordement au réseau public d'eau potable dans la zone d'activités d'Euroflory sur la commune de Berre l'Etang**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 10 février 2020 par laquelle la société Agglopoie Provence Eau sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de raccordement au réseau public d'eau potable pour le compte de la société DISTRICASH représentée par M. Jean-Philippe Moyer – 196 allée Alfred Kastler – 13130 Berre l'Etang ;
- L'état des lieux.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de raccordement au réseau public d'eau potable, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

➤ Travaux effectués :

Réalisation de 2 branchements et raccordements – CN Eau – 1 branchement AEP en PE 51/63mm + compteur TU en DN 40mm et 1 branchement en Ft 100mm + compteur INC en DN 100mm par raccordement sur la conduite AEP publique existante en fonte 150 mm.

Le linéaire concerné sera d'environ 15 ml.

La localisation est avenue Alfred Kastler sur la zone Euroflory à Berre l'Etang.

La structure de chaussée et les enrobés seront repris à l'identique (voirie lourde)

Travaux réalisés entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 mai 2020.

**Article 2 :**

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.



**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 mars 2020

**Martine VASSAL**

# DÉCISIONS

## Décision n° 20/050/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Lesage-Berget-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Comité d'Intérêt de Quartier du Hameau de Bramejean à Mallemort**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête du Comité d'Intérêt de Quartier du Hameau de Bramejean – Mallemort enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 20 août 2019 (dossier TA n° 1907231-2), demandant l'annulation de la délibération n° URB 003-5501/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence valant approbation de la modification n°1 du PLU du 28 février 2019, ainsi que la décision implicite de rejet du recours gracieux.

### CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans cette affaire.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1907231-2, et d'être représentée dans cette affaire par Maître Gouard-Robert, SCP Lesage-Berget-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/051/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Envirecyclage Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête de la Société Envirecyclage Provence enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 7 novembre 2019 (dossier TA n° 1909538), demandant l'annulation du titre exécutoire n° 000081 émis le 5 septembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1909538, et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles, 75 017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/053/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Shirley Leturcq pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Provence**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de la SCI Provence enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 4 septembre 2017 (dossier TA n°1706217-2), demandant l'annulation de la décision de rejet implicite née du silence gardé par la Commune de La Fare les Oliviers pendant plus de deux mois, et du recours gracieux adressé le 18 mai 2017 par ladite société et notifié le 19 mai 2017.

### CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de mandater un avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1706217-2, et d'être représentée dans cette affaire par Maître Shirley Leturcq, 80 rue Grignan – 13 001 Marseille.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Shirley Leturcq pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/054/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Environnement

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par la société SMA Environnement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 20 juillet 2018 demandant l'annulation du jugement n°1506957 du Tribunal Administratif de Marseille du 23 mai 2018.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 1803420 et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Sindres, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

**Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à la SELARL Sindrès pour représenter la Métropole-Aix Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/055/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1908434 déposée le 3 octobre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 7 juin 2019 relatif à l'application de pénalités de collecte pour le mois de février 2019 pour un montant de 8000 euros;
- La requête n°1908437 déposée du 3 octobre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 7 juin 2019 relatif à l'application de pénalités de propreté pour le mois de février 2019 pour un montant de 16 000 euros;
- La requête n°1907504 déposée du 2 septembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre des avis de sommes à payer n°00023 et 004679 d'un montant respectif de 16 000 euros et 17 000 euros au titre des pénalités pour la propreté et la collecte pour le mois de mars 2019 ;
- La requête n°1909540 déposée du 8 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 11 juillet 2019 relatif à l'application de pénalités de collecte pour le mois de mars 2019 pour un montant de 17 000 euros ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Janvier 2020

- La requête n°1909607 déposée du 8 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 12 juillet 2019 relatif à l'application de pénalités de propreté pour le mois de mars 2019 pour un montant de 16 000 euros ;
- La requête n°1907640 déposée du 5 septembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 7 mai 2019 relatif aux pénalités de propreté et de collecte pour la période de décembre 2018 à février 2019.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 Boulevard Saint Germain 75007 PARIS.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227 .

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Janvier 2020

## Décision n° 20/058/D

### **Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition d'un immeuble cadastré AS n°121, AS n°122 et AS n°123, sis 20 bis place des cardeurs 13090 Aix-en-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence en date du 23 juillet 2015 actualisant les droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°URB 014-7385/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M2049 reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 17 décembre 2019 portant aliénation d'un immeuble cadastré AS n°121, AS n°122 et AS n°123, sis 20 bis place des cardeurs 13090 Aix-en-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que cet immeuble se situe dans le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Aix-en-Provence pour lequel une concession de réhabilitation et d'aménagement de l'agglomération Aixoise a été signée entre la commune d'Aix-en-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires le 5 février 2016.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition de l'immeuble cadastré AS n°121, AS n°122 et AS n°123, sis 20 bis place des cardeurs 13090 Aix-en-Provence.

#### **Article 2**

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Janvier 2020

## Décision n° 20/059/D

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé 1 Boulevard de la Limite 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré BB 199 appartenant à Madame Matias Paulette.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération URB 013-3852/18 CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19 M0190 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 13 décembre 2019 portant aliénation d'un local d'activité (lot n° 4), parcelle cadastrée BB n°199 sise 1 Bd de la limite 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Matias Paulette .

## **CONSIDÉRANT**

- Que le bien est situé en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons,
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU,
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons a mis en place depuis plusieurs années des outils et actions dans le but de dynamiser les commerces de proximité. Il s'agit d'outils de planification (droit de préemption, linéaires commerciaux au Plan Local d'Urbanisme) mais aussi d'outils opérationnels (partenariat avec les chambres consulaires depuis 2018, groupe de travail avec l'association de commerçants et individuellement avec les commerçants eux-mêmes.)
- Que cette préemption relève donc d'une compétence communale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du lot de copropriété n°4, local d'activité de 19,80m<sup>2</sup>, parcelle cadastrée BB n°199 d'une contenance de 1184m<sup>2</sup> m<sup>2</sup> sise, 1 Bd de la limite 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Matias Paulette.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/060/D

**Mission Elu : Monsieur Roland Blum - Conseil d'Administration du GART -  
20 au 22 janvier 2020**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 003-4258/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative notamment à l'élection de Monsieur Roland Blum, en qualité de 1er Vice-présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/213/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Blum ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

### CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité et Déplacements.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Monsieur Roland Blum se rendra du 20 au 22 janvier 2020 à Paris pour assister au Conseil d'Administration du GART.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/061/D**

**Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la SARL Franchi and Co - Village d'entreprises Saint Henri, Avenue Anne Gacon, 13016 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 21 février 2014 n°DEV002-058/14/CC « Approbation de modèles type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole » ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une surface d'immobilier d'entreprise située Avenue Anne Gacon – 13016 Marseille ;
- Que la société Franchi and Co a sollicité la Métropole pour la location des lots 8 et 9, d'une surface totale de 400 m², pour ses activités de plomberie, sanitaire, chauffage et climatisation ;

- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est proposée dans les conditions suivantes :
  - Durée : 1 an à compter du 31 janvier 2020,
  - Redevance : 36 000 euros HT HC par an,
  - Provision pour charges annuelle : 7 600 euros,
  - Dépôt de garantie : 3 mois de loyer HT, soit 9 000 euros.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de 1 an à compter du 31 janvier 2020.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 36 000 euros par an HT HC. Le montant des charges est fixé à 7 600 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 9 000 euros HT HC soit l'équivalent de 3 mois de loyer HT HC.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/089/D

**Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société Beretech 13 à la Maison du Développement Industriel, située 38 rue Joliot Curie, 13013 Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que la société Beretech 13 a sollicité la Métropole pour la location du lot 111, d'une surface de 25,27 m², pour ses activités d'ingénierie et d'études techniques ;

- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est proposée dans les conditions suivantes :
  - Durée : 2 ans à compter du 10 février 2020,
  - Redevance : 100 euros/HT/HC/an/m<sup>2</sup>, soit 2527 euros Hors Taxes et Hors Charge par an,
  - Provision pour charges annuelles : 50 euros/HT/an/m<sup>2</sup>, soit 1263,50 euros,
  - Dépôt de garantie : 3 mois de loyer HT, soit 631,75 euros.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans à compter du 10 février 2020.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 2527 euros par an Hors Taxes et Hors Charge. Le montant des charges est fixé à 1263,50 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 631,75 euros Hors Taxes et Hors Charge soit l'équivalent de 3 mois de loyer Hors Taxes et Hors Charge.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 février 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Février 2020

## Décision n° 20/090/D

### **Convention temporaire à titre précaire révocable et gracieux relative à la mise à disposition de locaux sis lieu-dit Promenade Pierre Blancarde à Aubagne, au bénéfice de la commune d'Aubagne**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien cadastré section AL n° 417 sis lieu-dit Promenade Pierre Blancarde à Aubagne ;
- Que la commune d'Aubagne a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la mise à disposition de locaux pour un usage d'accueil du public dans l'exercice de ses compétences ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a répondu favorablement à la demande de la commune d'Aubagne approuvant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du bien, sis lieu-dit Promenade Pierre Blancarde à Aubagne, sur la parcelle cadastrée section AL n° 447, au bénéfice de la commune d'Aubagne.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

### **Article 3 :**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 31 août 2021. Elle pourra être reconduite tacitement pour une période d'un an, soit jusqu'au 31 août 2022.

### **Article 4 :**

Le bien mis à la disposition de l'Occupant précaire ne donnera lieu à aucune redevance, et ce, dans la mesure où ce dernier assure la remise en état des locaux, procède aux petites réparations nécessaires, assure l'entretien courant des locaux et prend à son compte toutes les charges liées au bien ainsi que les contrats eau et électricité du bien.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**



## Décision n° 20/091/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Saint-Victoret du bien situé au 295 Boulevard Paul Raphael cadastré section AR n° 283 appartenant à Madame Cougul Germaine.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 19 décembre 2019 URB 009-7380/19 et URB 010-7381/19 BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 102 19 M 0174 reçue en mairie de Saint-Victoret le 11 décembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AR n° 283 sis 295 Bd Paul Raphael 13 730 Saint-Victoret appartenant à Madame Cougul Germaine.

## **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence communale ;
- Que le bien est situé en zone urbaine UP2b du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- Que la Commune de Saint-Victoret envisage la réalisation d'un équipement public sur ce tènement foncier ;
- Que la maîtrise de cette parcelle, dévolue à la réalisation d'un équipement public communal, répond à un objectif d'intérêt général conforme aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AR n°283 d'une contenance cadastrale de 639<sup>2</sup> sis 295 BD Paul Raphael 13 730 Saint-Victoret appartenant à Madame Cougul Germaine.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/092/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (AIRE)**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1910331-2 présentée par l'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (AIRE) devant le Tribunal Administratif de Marseille le 2 décembre 2019 tendant à l'annulation de la délibération n°URB 013-6003/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune d'Istres.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1910331-2 et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, 12 boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Février 2020**

## Décision n° 20/093/D

### **Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la Copropriété du 232, boulevard Paul Claudel, 10ème arrondissement à Marseille .**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier passé avec la Copropriété du 232, boulevard Paul Claudel ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **PREAMBULE**

- La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Le projet du Boulevard Urbain Sud impacte la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel pour laquelle un protocole foncier a été établi entre la Métropole et la Copropriété. A ce titre, une emprise de 17m2 a été acquise pour la réalisation du mur séparant le Boulevard Urbain Sud de la Copropriété.

Par ailleurs, conformément aux conditions particulières de l'article 5 dudit protocole, la Métropole s'est engagée à démolir les 3 murs qui délimitent les 2 bâtiments de la Copropriété, la destruction du quatrième n'étant pas nécessaire, et à reconstruire des murs de clôture d'une hauteur de 20cm. En outre, le grillage existant sera déposé et remplacé par une clôture rigide de 2m de hauteur sur les 4 murs.

Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, la Métropole s'est rapprochée de la Copropriété et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement le terrain permettant d'exécuter les travaux.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée initiale de deux mois, renouvelable expressément par période d'un mois jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel.

### **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, il est nécessaire de réaliser les travaux de démolition et de reconstruction des 3 murs et de rénovation du grillage de la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel à Marseille 13010 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel à occuper temporairement, et pour une durée initiale de deux mois l'emprise nécessaire à la réalisation des travaux de démolition et de reconstruction des 3 murs et de rénovation du grillage de la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, pour une durée initiale de deux mois.

#### **Article 2 :**

Cette convention est conclue à titre gracieux.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Février 2020**

**Décision n° 20/094/D**

**ZAC Cité de la Méditerranée à Marseille 2ème arrondissement - Approbation de l'avenant 2 à la convention de participation financière avec la SCCV Le Mirabeau Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Cité de la Méditerranée ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SSCV Le Mirabeau Marseille, titulaire d'une promesse de vente portant sur un ensemble immobilier situé à Marseille (2ème arrondissement), angle boulevard Euroméditerranée / boulevard Mirabeau, est également titulaire d'un permis de construire valant permis de démolir accordé le 14 mars 2019 (ci-après désignée « le PC initial ») ;
- Qu'un permis de construire a été déposé le 12 juillet 2019 complété par des modificatifs les 29 octobre et 6 novembre 2019 (ci-après le « PCM ») portant la surface de plancher (SDP) à 21 635 m<sup>2</sup> qui est actuellement en cours d'instruction par la Ville de Marseille.
- Que le terrain situé à Marseille (2ème arrondissement) angle boulevard Euroméditerranée / boulevard Mirabeau, cadastré Arenc 807 D 136, 807 D 132, 807 D 133 (volumes 2000 et 3000) d'une superficie totale de 1335 m<sup>2</sup> environ n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention initiale porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC pour un montant de 4 604 874,90 euros hors taxes pour la réalisation de 21 309 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) prévue par le PC initial ;
- Que cette convention a fait l'objet du 25 octobre 2019 d'un avenant n°1 portant la participation à 4 676 738, 34 euros hors taxes pour tenir compte de la SDP résultant du PCM ;
- Qu'il s'avère nécessaire de proroger le délai d'exigibilité de la participation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°2 à la convention de versement de la participation financière de la SCCV Le Mirabeau Marseille et d'en modifier l'article 7.1 relatif au « paiement de participation ». En conséquence de quoi, le paiement de la participation financière de la société au coût des équipements publics s'effectuera au démarrage des travaux de fondations prévus au plus tard au 29 février 2020.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Février 2020



20 / 095 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550143

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

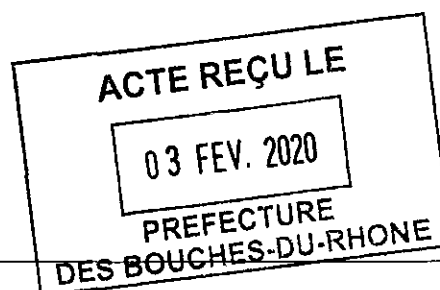
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500239

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13209 Marseille - 9e arrondissement

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** PATIOS DE MAZARGUES - MARSEILLE 9  
rue Théodore Cayol  
13009 Marseille - 9e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

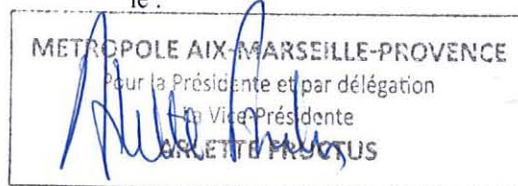
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

31 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	797 326,00	29,68%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	680 201,00	25,32%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	156 603,00	5,83%	1,86%
Prêts Autres	165 000,00	6,14%	
1%.	251 000,00	9,34%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 050 130,00	76,31%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	636 283,00	23,69%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	636 283,00	23,69%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 686 413,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 686 413,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

11

888,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

11

888,55 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile :

888,55 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	723 864,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 477 665,00 €
Prestations intellectuelles et frais	244 296,00 €
Prix de revient H.T.	2 445 825,00 €
Montant de la TVA	240 588,00 €
Prix de revient TTC	2 686 413,00 €
Décision No : 20191305500239	Page : 3/4

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

3 023,37 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/096/D



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ACTE REÇU LE

03 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

**DECISION DE FINANCEMENT**

**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550281

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500219

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13091 Saint-Cannat

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** ST CANNAT - COCOON'AGES BUDEOU - PLS

ÔAP QUARTIER DU BUDEOU

13760 Saint-Cannat

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	53 126,00	2,87%	
Subvention Département	30 000,00	1,62%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>83 126,00</b>	<b>4,49%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	487 884,00	26,35%	1,86%
CDC foncier PLS	530 598,00	28,65%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	349 999,00	18,90%	1,86%
Prêts Autres	150 000,00	8,10%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 518 481,00</b>	<b>82,00%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	250 178,00	13,51%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>250 178,00</b>	<b>13,51%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 851 785,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 851 785,00</b>		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

742,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

10

742,30 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile :

742,30 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

484 625,10 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 130 791,90 €

Prestations intellectuelles et frais

70 750,00 €

Prix de revient H.T.

1 686 167,00 €

Montant de la TVA

165 618,00 €

Décision No : 20191305500219

Page : 3/4

Prix de revient TTC	1 851 785,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 494,66 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 097 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550233

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500218

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13091 Saint-Cannat

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**

ST CANNAT - COCOON'AGES BUDEOU

RESIDENCE INTERGENERATIONNELLE

ÔAP QUARTIER DU BUDEOU

13760 Saint-Cannat

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 41 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 41 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 26 logements PLUS
- 15 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

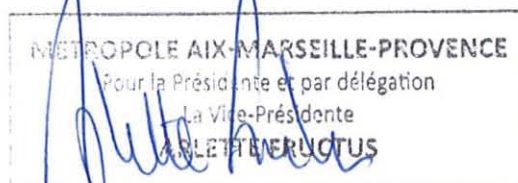
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	147 000,00	5,09%
Subvention Département	30 000,00	1,04%
Subvention EPCI	183 515,00	6,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>360 515,00</b>	<b>12,47%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	672 798,00	23,27%
Prêt CDC logement	883 103,00	30,55%
Prêts Autres	225 000,00	7,78%
1%.	134 634,00	4,66%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 915 535,00</b>	<b>66,26%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	614 768,00	21,27%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>614 768,00</b>	<b>21,27%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 890 818,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	0,72%
Subvention EPCI	263 056,00	6,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>293 056,00</b>	<b>7,08%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 239 952,00	29,96%
Prêt CDC logement	1 627 539,00	39,33%
Prêts Autres	390 000,00	9,42%
1%.	233 366,00	5,64%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 490 857,00</b>	<b>84,35%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	354 673,00	8,57%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>354 673,00</b>	<b>8,57%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 138 586,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	60 000,00	0,85%
Subvention Etat	147 000,00	2,09%
Subvention EPCI	446 571,00	6,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>653 571,00</b>	<b>9,30%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 510 642,00	35,72%

Prêt CDC foncier	1 912 750,00	27,21%
Prêts Autres	615 000,00	8,75%
1%.	368 000,00	5,24%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>5 406 392,00</b>	<b>76,91%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	969 441,00	13,79%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>969 441,00</b>	<b>13,79%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 029 404,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>7 029 404,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 5 308 519,32 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	26	1 815,40 m²
	Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26		1 815,40 m²
	Assiette *	:	3 399 444,77 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	15	1 019,50 m²
	Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	15		1 019,50 m²
	Assiette *	:	1 909 074,55 €
	Taux de subvention	:	7,70 %
	SUBVENTION	:	147 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 41	Surface utile :	2 834,90 m²
Assiette : 5 308 519,32 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>147 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,77 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 147 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 853 141,10 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 323 995,90 €
Prestations intellectuelles et frais	218 908,00 €
Prix de revient H.T.	6 396 045,00 €
Montant de la TVA	633 359,00 €
Prix de revient TTC	7 029 404,00 €
Décision No : 20191305500218	Page : 4/5

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 479,60 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 098 / D -

ACTE REÇU LE

03 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHON

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550259

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782678882

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

**Le Decisium B1**

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500259

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

L'arche

avenue Paul Cézanne

13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 235 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

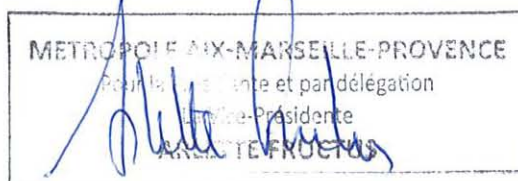
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	235 200,00	10,19%
Subvention EPCI	149 170,00	6,46%
Subvention Commune	200 000,00	8,66%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>584 370,00</b>	<b>25,31%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	920 837,00	39,88%
Prêt CDC foncier	354 070,00	15,33%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 274 907,00</b>	<b>55,21%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	450 000,00	19,49%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>450 000,00</b>	<b>19,49%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 309 277,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 309 277,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 1 416 168,46 €**

Aide : **PLA-I**

Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Individuel »	24	828,72 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	24	828,72 m²
Assiette *	:	1 416 168,46 €
Taux de subvention	:	16,61 %
SUBVENTION	:	235 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	828,72 m²
Assiette : 1 416 168,46 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>235 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	16,61 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 235 200,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	607 903,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 375 857,00 €
Prestations intellectuelles et frais	205 128,00 €
Prix de revient H.T.	2 188 888,00 €



Montant de la TVA	120 389,00 €
Prix de revient TTC	2 309 277,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 786,56 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 099 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550290

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500260

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Personnes handicapées

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**  
L'arche PLS  
avenue Paul Cézanne  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	15 369,00	2,47%	
<b>Sous-total Subventions</b>	15 369,00	2,47%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	402 548,00	64,65%	1,86%
CDC foncier PLS	154 783,00	24,86%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	557 331,00	89,50%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	49 999,00	8,03%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	49 999,00	8,03%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	622 699,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	622 699,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

219,56 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

219,56 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

219,56 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

**0,00 %**

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

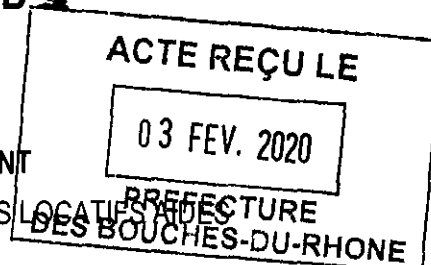
Charge foncière H.T.	157 216,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	355 825,00 €
Prestations intellectuelles et frais	95 970,00 €
Prix de revient H.T.	609 011,00 €
Montant de la TVA	13 688,00 €
Prix de revient TTC	622 699,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 836,12 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 100 / D1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS**



**Numéro d'opération :**  
2019130550128

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
314046004

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE  
LOGIS MEDITERRANEE  
RESIDENCE HYDE PARK  
180 AVENUE CANTINI CS 80006  
MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500248

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13031 La Destrousse

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** COTE MOULIN La DESTROUSSE  
22 PLUS PLAÏ  
RD 96 - Lieu Dit La verrerie  
13112 La Destrousse

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 14 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	6,76%
Subvention EPCI	64 000,00	5,52%
<b>Sous-total Subventions</b>	142 400,00	12,28%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	555 141,06	47,87%
Prêt CDC foncier	385 401,22	33,23%
Prêts PEEC	66 000,00	5,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 006 542,28	86,80%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	10 690,00	0,92%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	10 690,00	0,92%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 159 632,28	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	112 000,00	5,19%
<b>Sous-total Subventions</b>	112 000,00	5,19%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 035 579,35	47,98%
Prêt CDC foncier	717 319,43	33,23%
Prêts PEEC	110 000,00	5,10%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 862 898,78	86,31%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	183 441,00	8,50%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	183 441,00	8,50%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 158 339,78	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	2,36%
Subvention EPCI	176 000,00	5,30%
<b>Sous-total Subventions</b>	254 400,00	7,67%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 590 720,41	47,94%
Prêt CDC foncier	1 102 720,65	33,23%
Prêts PEEC	176 000,00	5,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 869 441,06	86,48%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	194 131,00	5,85%



<b>Sous-total Fonds Propres</b>	194 131,00	5,85%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 317 972,06	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 317 972,06	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 704 632,02 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	864,37 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	14	864,37 m²
Assiette *	:	1 759 360,30 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	464,41 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	8	464,41 m²
Assiette *	:	945 271,72 €
Taux de subvention	:	8,29 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 328,78 m²
Assiette : 2 704 632,02 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>78 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,90 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 78 400,00 €**

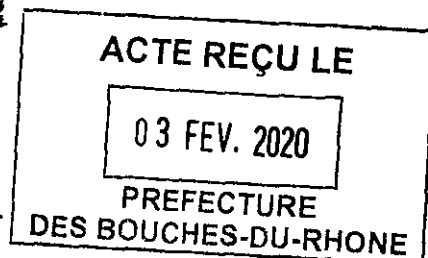
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	922 167,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 054 126,00 €
Prestations intellectuelles et frais	40 046,00 €
Prix de revient H.T.	3 016 339,00 €
Montant de la TVA	301 633,06 €
Prix de revient TTC	3 317 972,06 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 497,01 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 101 / D 1



DECISION DE FINANCEMENT  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :  
2019130550156

N° SIREN du maître d'ouvrage  
434071494

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500246

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13114 Ventabren

Exercice

2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : VEFA VENTABREN VICTOR HUGO  
11 PLA1 27 PLUS  
ANGLE VICTOR HUGO ROUTE DE BERRE D10  
13122 Ventabren

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLUS

- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	107 800,00	7,68%
Subvention EPCI	168 292,00	11,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>276 092,00</b>	<b>19,68%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	420 648,00	29,98%
Prêt CDC logement	541 321,00	38,58%
Prêts Autres	165 000,00	11,76%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 126 969,00</b>	<b>80,32%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 403 061,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	414 855,00	12,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>414 855,00</b>	<b>12,00%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 036 282,00	29,98%
Prêt CDC logement	871 425,00	25,21%
Prêts Autres	405 000,00	11,72%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 312 707,00</b>	<b>66,91%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	728 933,00	21,09%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>728 933,00</b>	<b>21,09%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 456 495,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	107 800,00	2,22%
Subvention EPCI	583 147,00	12,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>690 947,00</b>	<b>14,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 412 746,00	29,07%
Prêt CDC foncier	1 456 930,00	29,98%
Prêts Autres	570 000,00	11,73%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 439 676,00</b>	<b>70,78%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	728 933,00	15,00%

Sous-total Fonds Propres	728 933,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 859 556,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 859 556,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 489 556,26 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 606,72 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	1 606,72 m²
Assiette *	:	3 193 322,40 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	652,20 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	652,20 m²
Assiette *	:	1 296 233,86 €
Taux de subvention	:	8,32 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 258,92 m²
Assiette : 4 489 556,26 €	SUBVENTION :	107 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,40 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 107 800,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 544 015,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 867 456,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 308,00 €
Prix de revient H.T.	4 417 779,00 €
Montant de la TVA	441 777,00 €
Prix de revient TTC	4 859 556,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 151,27 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 102 / D 1

ACTE REÇU LE

03 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550054

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500247

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : AFTC Val Saint André  
Les Alpilles  
Rue Jean Parès  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

31 JAN. 2020





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 800,00	2,21%
Subvention EPCI	25 963,00	5,85%
Subvention Autres	90 000,00	20,28%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>125 763,00</b>	<b>28,35%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	10 205,00	2,30%
Prêt CDC logement	307 715,00	69,35%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>317 920,00</b>	<b>71,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>443 683,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>443 683,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 199 774,91 €**

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	144,24 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	144,24 m²
Assiette *	:	199 774,91 €
Taux de subvention	:	4,91 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	144,24 m²
Assiette : 199 774,91 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>9 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,91 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 9 800,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	13 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	352 246,00 €
Prestations intellectuelles et frais	54 807,00 €
Prix de revient H.T.	420 553,00 €
Montant de la TVA	23 130,00 €



Prix de revient TTC

443 683,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

3 076,01 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 103 / D -



DECISION DE FINANCEMENT  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :  
2019130550258

N° SIREN du maître d'ouvrage  
573620754

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500251

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13072 Peynier

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : PEYNIER - LA TREILLE  
CHEMIN DE LA TREILLE  
13790 Peynier

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

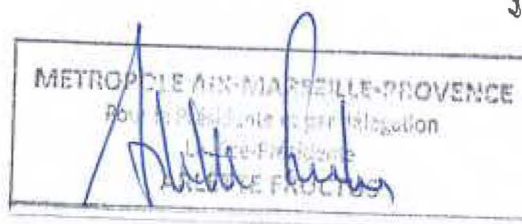
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 16 logements PLUS
  - 9 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	1,25%
Subvention EPCI	136 172,00	5,65%
<b>Sous-total Subventions</b>	166 172,00	6,90%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	565 798,00	23,49%
Prêt CDC foncier	785 040,00	32,59%
Prêts Autres	239 577,72	9,94%
1%.	260 021,69	10,79%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 850 437,41	76,81%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	392 534,36	16,29%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	392 534,36	16,29%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 409 143,77	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	88 200,00	5,94%
Subvention Département	30 000,00	2,02%
Subvention EPCI	98 964,00	6,66%
<b>Sous-total Subventions</b>	217 164,00	14,62%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	319 820,00	21,54%
Prêt CDC foncier	443 747,00	29,88%
Prêts Autres	135 422,28	9,12%
1%.	146 978,31	9,90%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 045 967,59	70,43%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	221 881,64	14,94%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	221 881,64	14,94%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 485 013,23	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	60 000,00	1,54%
Subvention Etat	88 200,00	2,26%
Subvention EPCI	235 136,00	6,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	383 336,00	9,84%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	885 618,00	22,74%



Prêt CDC foncier	1 228 787,00	31,55%
Prêts Autres	375 000,00	9,63%
1%.	407 000,00	10,45%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 896 405,00</b>	<b>74,38%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	614 416,00	15,78%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>614 416,00</b>	<b>15,78%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 894 157,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 894 157,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 582 429,87 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	972,66 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	972,66 m²
Assiette *	:	1 649 847,11 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	549,80 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	549,80 m²
Assiette *	:	932 582,76 €
Taux de subvention	:	9,46 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	1 522,46 m²
Assiette : 2 582 429,87 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>88 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,42 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>88 200,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 240 347,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 771 924,00 €
Prestations intellectuelles et frais	531 577,00 €
Prix de revient H.T.	3 543 848,00 €
Montant de la TVA	350 309,00 €
Prix de revient TTC	3 894 157,00 €
Décision No : 20191305500251	Page : 4/5

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 557,81 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 104 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550293

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. UNICIL

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

11 RUE ARMENY

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500252  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13072 Peynier

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :**  
LA TREILLE PLS  
CHEMIN DE LA TREILLE  
13790 Peynier

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

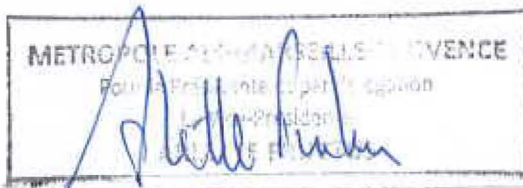
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	30 000,00	3,67%	
Subvention EPCI	22 546,00	2,76%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>52 546,00</b>	<b>6,42%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	181 968,00	22,25%	1,86%
CDC foncier PLS	267 868,00	32,75%	1,86%
Prêts Autres	75 000,00	9,17%	
Prêt complémentaire CDC	69 713,00	8,52%	1,86%
1%.	44 000,00	5,38%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>638 549,00</b>	<b>78,07%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	126 789,00	15,50%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>126 789,00</b>	<b>15,50%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>817 884,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>817 884,00</b>		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	322,09 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>5</b>	<b>322,09 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	322,09 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	260 890,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	372 701,00 €
Prestations intellectuelles et frais	111 810,00 €
Prix de revient H.T.	745 401,00 €
Décision No : 20191305500252	Page : 3/4

Montant de la TVA	72 483,00 €
Prix de revient TTC	817 884,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 539,30 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 105 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550057

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500256

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13113 Venelles

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

Rue de la Reille

5 PLUS 3 PLAI

Avenue de la Reille

13770 Venelles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

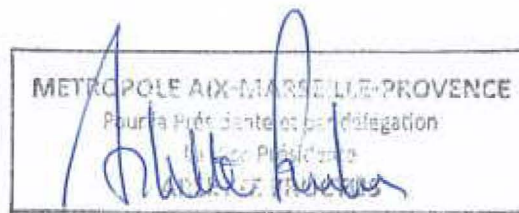
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	6,87%
Subvention EPCI	36 628,00	8,56%
<b>Sous-total Subventions</b>	66 028,00	15,43%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	152 267,00	35,58%
Prêt CDC logement	165 780,00	38,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	318 047,00	74,32%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	43 875,00	10,25%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	43 875,00	10,25%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	427 950,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	91 075,00	27,56%
Prêt CDC logement	166 282,00	50,31%
<b>Sous-total Prêts</b>	257 357,00	77,87%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	73 125,00	22,13%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	73 125,00	22,13%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	330 482,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	3,88%
Subvention EPCI	36 628,00	4,83%
<b>Sous-total Subventions</b>	66 028,00	8,71%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	332 062,00	43,78%
Prêt CDC foncier	243 342,00	32,08%
<b>Sous-total Prêts</b>	575 404,00	75,87%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	117 000,00	15,43%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	117 000,00	15,43%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	758 432,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	758 432,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 924 970,90 €

<b>Aide : PLUS</b>		
Logements « Collectif »	5	300,11 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	300,11 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	551 217,27 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		
Logements « Collectif »	3	203,49 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	203,49 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	373 753,63 €
Taux de subvention	:	7,87 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	503,60 m <sup>2</sup>
Assiette : 924 970,90 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,18 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	248 120,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	389 902,00 €
Prestations intellectuelles et frais	70 891,00 €
Prix de revient H.T.	708 913,00 €
Montant de la TVA	49 519,00 €
Prix de revient TTC	758 432,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	1 506,02 €/m <sup>2</sup>

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550278

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500257

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13113 Venelles

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Rue de la Reille PLS  
2 PLS  
Avenue de la Reille  
13770 Venelles



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

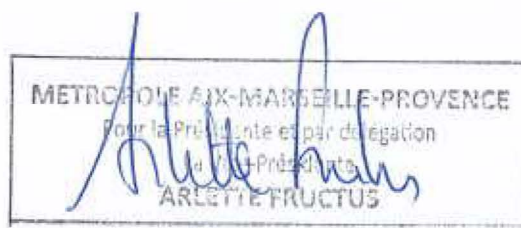
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 2 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 JAN. 2020





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	80 577,00	65,82%	1,86%
CDC foncier PLS	41 849,00	34,18%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	122 426,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	122 426,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	122 426,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 0,00 €**

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

137,90 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

137,90 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

137,90 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	38 954,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	61 213,00 €
Prestations intellectuelles et frais	11 130,00 €
Prix de revient H.T.	111 297,00 €
Montant de la TVA	11 129,00 €
Prix de revient TTC	122 426,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	887,79 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 107 / D -



Liberté • Égalité • Fraternité  
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**DECISION DE FINANCEMENT**  
 POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
 2019130550208

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 314046004

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE  
 LOGIS MEDITERRANEE  
 RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006  
 MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20191305500250

**Nature de l'opération**  
 Neuf

**Commune (Insee)**  
 13086 Roquevaire

**Exercice**  
 2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** ROQUEVAIRE POMPIER 19LLS  
 AVENUE DES ALLIES  
 13360 Roquevaire

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

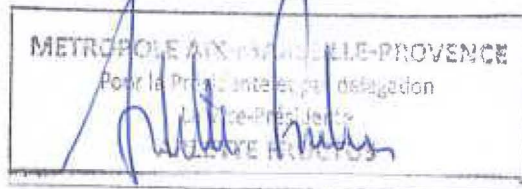
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

31 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	6,58%
Subvention EPCI	30 000,00	3,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>88 800,00</b>	<b>9,93%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	272 819,81	30,51%
Prêt CDC logement	398 599,36	44,58%
Prêts PEEC	44 000,00	4,92%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>715 419,17</b>	<b>80,00%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	90 000,00	10,06%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>90 000,00</b>	<b>10,06%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>894 219,17</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	60 000,00	2,94%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>60 000,00</b>	<b>2,94%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	600 091,08	29,41%
Prêt CDC logement	877 153,87	42,98%
Prêts PEEC	251 000,00	12,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 728 244,95</b>	<b>84,69%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	252 503,31	12,37%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>252 503,31</b>	<b>12,37%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 040 748,26</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	2,00%
Subvention EPCI	90 000,00	3,07%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>148 800,00</b>	<b>5,07%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 275 753,23	43,47%
Prêt CDC foncier	872 910,89	29,74%
Prêts PEEC	295 000,00	10,05%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 443 664,12</b>	<b>83,26%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	342 503,31	11,67%

Sous-total Fonds Propres	342 503,31	11,67%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 934 967,43</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 934 967,43</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 115 677,43 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	789,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	789,41 m²
Assiette *	:	1 454 443,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	358,89 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	358,89 m²
Assiette *	:	661 234,41 €
Taux de subvention	:	8,89 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 148,30 m²
Assiette : 2 115 677,43 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>58 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,78 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>58 800,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	835 936,52 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 521 345,57 €
Prestations intellectuelles et frais	310 870,10 €
Prix de revient H.T.	2 668 152,19 €
Montant de la TVA	266 815,24 €
Prix de revient TTC	2 934 967,43 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 555,92 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## Décision n° 20/108/D

**Mise à disposition du parking des plages P1 et P1 bis occupation temporaire pour l'organisation de la 12ème course de la Solidarité du 2 avril 2020 dans le cadre du contrat de DSP 15/1623 confié à la Société EFFIA Stationnement Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille n° 15/1623 approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;

- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille.
- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société Effia Stationnement Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que l'association humanitaire Graines de Joie a informé la Métropole par mail du 7 janvier 2020, de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation de la 12<sup>ème</sup> course de la Solidarité qui se déroulera le jeudi 2 avril 2020 de 7 h à 17 h qui accueillera 2 000 élèves qui participeront à cette course.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable par l'association humanitaire Graines de Joie dans le cadre de l'organisation de la 12<sup>ème</sup> course de la Solidarité, qui se déroulera le 2 avril 2020, de 7 h à 17 h les biens relevant du domaine public de la Métropole suivants :

- emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille
- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,

Cette mise à disposition temporaire d'occupation est délivrée à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation d'une course caritative afin de financer les projets de l'association qui aide l'enfance en difficulté, au Burkina Faso, en Roumanie, au Brésil et en France, le 2 avril Juin 2020, qui accueillera 2 000 élèves qui participeront à cette course.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée le 2 avril 2020, 7 h 00 à 17 h 00. À son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.



**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme au dit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

**Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant, à qui que ce soit.

**Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/109/D

**Mise à disposition du parking des plages P1 et P2 occupation temporaire pour le festival Sport Santé et les Journées Olympiques du 23 et 24 juin 2020 dans le cadre du contrat de DSP 15/1623 confié à la Société EFFIA Stationnement Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille n° 15/1623 approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,

- emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille.
- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société Effia Stationnement Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre, la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que la Ville de Marseille a informé la Métropole par courrier du 12 novembre 2019, de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre du festival Sport Santé et les Journées Olympiques qui se déroulera du 23 au 24 juin 2020 de 7 h à 23 h qui accueillera de nombreuses personnes à mobilité réduite et leurs accompagnants.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable par la Ville de Marseille dans le cadre du Festival Sport et Santé, qui se déroulera les 23 et 24 juin 2020, de 7 h 00 à 23 h 00 les biens relevant du domaine public de la Métropole suivants :

- emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille
- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
- emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille.

Cette mise à disposition temporaire d'occupation est délivrée à titre précaire et révocable, dans le cadre du festival Sport Santé, et les Journées Olympiques, du 23 et 24 juin 2020, qui accueillera de nombreuses personnes à mobilité réduite et leurs accompagnants.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée du 23 juin 2020, 7 h 00 au 24 juin 2020, 23 h 00. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

**Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

**Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/110/D

### **Approbation d'un bail de courte durée avec la SCI Zabour pour des locaux situés 4 rue Francis Davso à Marseille (13001)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local à usage de commerce situé 4 rue Francis Davso, 13001 Marseille, en vue de le sous-louer à un tiers qui pratiquera une activité commerciale ;
- Que le loyer pratiqué est cohérent avec le prix des transactions comparables sur ce secteur ;
- Que la saisine du service des Domaines n'est pas obligatoire compte tenu du montant du loyer ;

- Par conséquent, il est proposé la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI Zabour à compter du 10 février 2020 dans les conditions suivantes :

**Désignation :**

Au sein de l'immeuble situé 4 rue de Francis Davso, 13001 Marseille le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : un local commercial situé au rez-de-chaussée, entresol et premier étage du bâtiment pour une surface totale de 98,73 m².

**Durée :**

Trois ans à compter du 10 février 2020.

**Prix :**

Loyer : 18 000 euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance.

Charges : la provision pour charges annuelles est de 3000 euros hors taxes.

**Dépôt de garantie :**

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

**Honoraires :**

La somme de 5400 euros HT est à la charge du preneur au titre des honoraires de location de la Compagnie Phocéenne de Négociations.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est signé un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI Zabour, à compter du 10 février 2020 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

**Article 3 :**

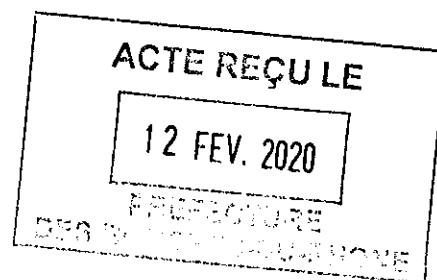
Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 28 Février 2020**

20 / 111 / D



## DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550206

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500270

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13117 Vitrolles

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
1 allée des Moissons  
1 allée des Moissons  
13127 Vitrolles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 26 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

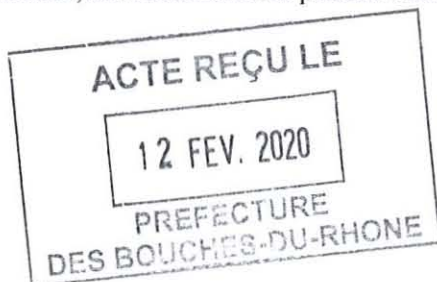
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE







# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	26 400,00	8,69%
PLAI adapté	37 260,00	12,26%
Conseil Régional	10 000,00	3,29%
Subvention Département	15 191,00	5,00%
Subvention EPCI	19 260,00	6,34%
Subvention Autres	30 381,00	10,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>138 492,00</b>	<b>45,58%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	107 460,00	35,37%
Autres	57 863,00	19,05%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>165 323,00</b>	<b>54,42%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>303 815,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>303 815,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 267 152,65 €**

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

2

154,24 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

2

154,24 m²

Assiette \* : 267 152,65 €

Taux de subvention : 9,88 %

SUBVENTION : 26 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2 Surface utile : 154,24 m²

Assiette : 267 152,65 € SUBVENTION : 26 400,00 €

Taux moyen de subvention : 9,88 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 26 400,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 230 200,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 49 636,37 €

Décision No : 20191305500270

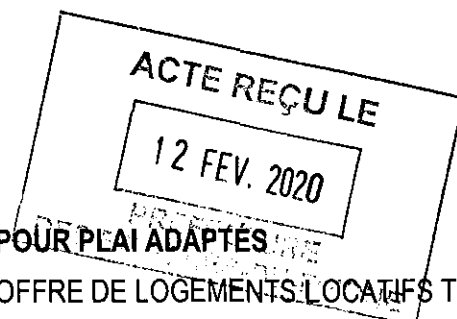
Page : 4/5

Frais prestations intellectuelles et frais	19 015,00 €
Prix de revient H.T.	298 851,37 €
Montant de la TVA	4 963,63 €
Prix de revient TTC	303 815,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 969,75 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 112 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS**  
SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

**Numéro d'opération :**

2019130550206

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

751956624

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500269

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13117 Vitrolles

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

1 allée des Moissons

1 allée des Moissons

13127 Vitrolles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020



# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	37 260,00	12,26%
Subvention Département	15 191,00	5,00%
Conseil Régional	10 000,00	3,29%
Subvention EPCI	19 260,00	6,34%
Subvention Autres	30 381,00	10,00%
Autres	26 400,00	8,69%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>138 492,00</b>	<b>45,58%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	57 863,00	19,05%
Prêt CDC logement	107 460,00	35,37%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>165 323,00</b>	<b>54,42%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>303 815,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>303 815,00</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	303 815,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	2
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €



12 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

# DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

## SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

**Numéro d'opération :**

2019130550230

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

751956624

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500265

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

Rés Les Platanes

SA 202-2ème étage Bloc D bat 1

2 boulevard Alphonse Allais

13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 630,00	14,49%
Subvention Département	12 858,00	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	3,89%
Subvention EPCI	16 000,00	12,44%
Autres	12 858,00	10,00%
Ville de Marseille	5 000,00	3,89%
Subvention Autres	13 200,00	10,27%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>83 546,00</b>	<b>64,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	11 259,00	8,76%
Prêt CDC logement	28 775,00	22,38%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>40 034,00</b>	<b>31,14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	5 000,00	3,89%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>5 000,00</b>	<b>3,89%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>128 580,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>128 580,00</b>	

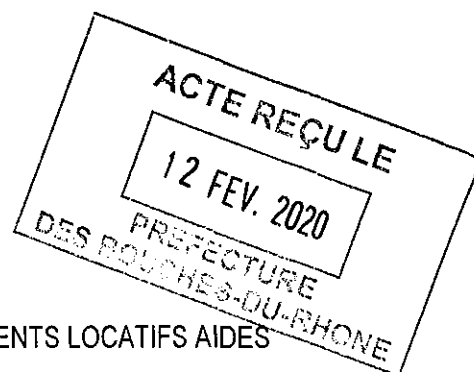
### B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	128 580,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	1
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	1
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	18 630,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	18 630,00 €

20 / 114 / D



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550230

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500266  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :**  
Rés Les Platanes  
SA 202-2ème étage Bloc D bat 1  
2 boulevard Alphonse Allais  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

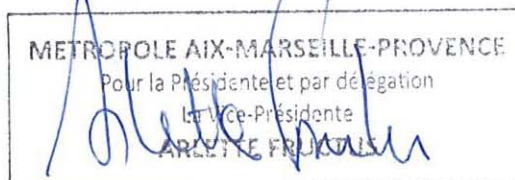
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 07 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	10,27%
PLAI adapté	18 630,00	14,49%
Subvention Département	12 858,00	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	3,89%
Subvention EPCI	16 000,00	12,44%
Autres	12 858,00	10,00%
Ville de Marseille	5 000,00	3,89%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>83 546,00</b>	<b>64,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	11 259,00	8,76%
Prêt CDC logement	28 775,00	22,38%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>40 034,00</b>	<b>31,14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	5 000,00	3,89%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>5 000,00</b>	<b>3,89%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>128 580,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>128 580,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 142 460,81 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

90,41 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

90,41 m²

Assiette \* : 142 460,81 €

Taux de subvention : 9,27 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 90,41 m²

Assiette : 142 460,81 € SUBVENTION : 13 200,00 €

Taux moyen de subvention : 9,27 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	108 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	9 818,17 €
Prestations intellectuelles et frais	9 180,00 €
Prix de revient H.T.	127 598,17 €
Montant de la TVA	981,83 €
Prix de revient TTC	128 580,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	1 422,19 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 115 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550105

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500272

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13054 Marignane

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** MARIGNANE - PUIITS MADAME  
11 RUE DU PUIITS MADAME  
13700 Marignane



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 07 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	6,19%
Subvention EPCI	8 000,00	2,53%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>27 600,00</b>	<b>8,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	91 571,00	28,93%
Prêt CDC logement	49 102,00	15,51%
Prêts Autres	30 000,00	9,48%
1%.	34 000,00	10,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>204 673,00</b>	<b>64,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	84 304,00	26,63%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>84 304,00</b>	<b>26,63%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>316 577,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	10 000,00	1,19%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>10 000,00</b>	<b>1,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	301 384,00	35,72%
Prêt CDC logement	161 606,00	19,15%
Prêts Autres	75 000,00	8,89%
1%.	85 000,00	10,07%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>622 990,00</b>	<b>73,84%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	210 761,00	24,98%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>210 761,00</b>	<b>24,98%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>843 751,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	1,69%
Subvention EPCI	18 000,00	1,55%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>37 600,00</b>	<b>3,24%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	210 708,00	18,16%
Prêt CDC foncier	392 955,00	33,87%
Prêts Autres	105 000,00	9,05%
1%.	119 000,00	10,26%

Sous-total Prêts	827 663,00	71,33%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	295 065,00	25,43%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	295 065,00	25,43%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 160 328,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 160 328,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 847 450,59 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	5	343,08 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		5	343,08 m²
	Assiette *	:	649 967,25 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	2	104,24 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		2	104,24 m²
	Assiette *	:	197 483,34 €
	Taux de subvention	:	9,92 %
	SUBVENTION	:	19 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	447,32 m²
Assiette : 847 450,59 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>19 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,31 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 19 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

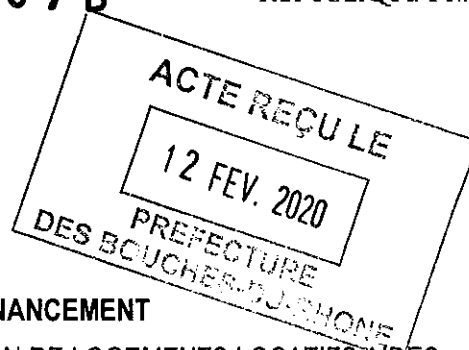
Charge foncière H.T.	369 959,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	528 513,00 €
Prestations intellectuelles et frais	158 554,00 €
Prix de revient H.T.	1 057 026,00 €
Montant de la TVA	103 302,00 €
Prix de revient TTC	1 160 328,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 593,96 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 116 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550274

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
442150298

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

LOGER MARSEILLE JEUNES

19 r du professeur robert debre

13380 Plan-de-Cuques

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500208

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13216 Marseille - 16e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Grawitz  
39-41 boulevard Grawitz  
13016 Marseille - 16e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : LOGER MARSEILLE JEUNES (n° SIREN : 442150298).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 59 900,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

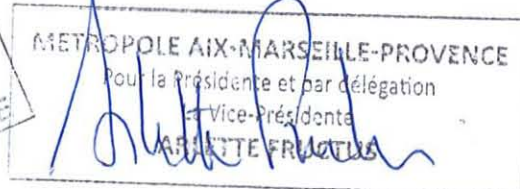
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	59 900,00	25,00%
Subvention EPCI	52 000,00	21,70%
Ville de Marseille	20 000,00	8,35%
Subvention Département	23 960,00	10,00%
Subvention Autres	33 960,00	14,17%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>189 820,00</b>	<b>79,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	34 780,00	14,52%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>34 780,00</b>	<b>14,52%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	15 000,00	6,26%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>15 000,00</b>	<b>6,26%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>239 600,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>239 600,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 277 032,77 €**

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	4	167,16 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>4</b>	<b>167,16 m²</b>
<b>Assiette *</b>	<b>:</b>	<b>277 032,77 €</b>
<b>Taux de subvention</b>	<b>:</b>	<b>21,62 %</b>
<b>SUBVENTION</b>	<b>:</b>	<b>59 900,00 €</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	167,16 m²
Assiette : 277 032,77 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>59 900,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	21,62 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 59 900,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	112 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	98 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	19 800,00 €
Décision No : 20191305500208	Page : 3/4

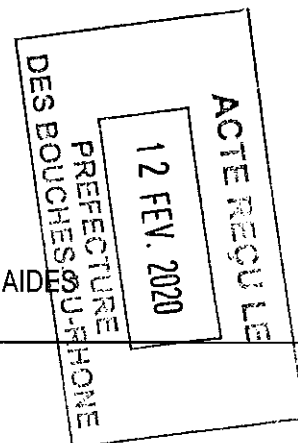
Prix de revient H.T.	229 800,00 €
Montant de la TVA	9 800,00 €
Prix de revient TTC	239 600,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	1 433,36 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 117 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDE



**Numéro d'opération :**

2019130550075

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500221

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13007 Auriol

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** AURIOL - PONT DE JOUX LA RESERVE  
chemin des Gypières  
13990 Auriol



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 63 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 63 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 35 logements PLUS

- 28 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 274 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

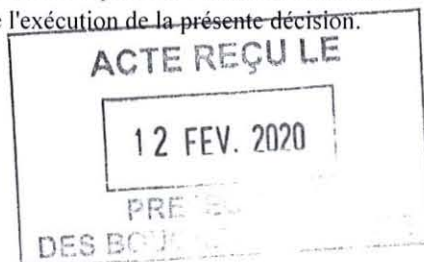
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le :

07 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 742 552,00	33,90%
Prêt CDC logement	1 051 377,00	20,45%
Prêts Autres	525 000,00	10,21%
1%.	510 000,00	9,92%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 828 929,00	74,48%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 311 734,00	25,52%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 311 734,00	25,52%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	5 140 663,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	274 400,00	7,16%
<b>Sous-total Subventions</b>	274 400,00	7,16%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 301 122,00	33,97%
Prêt CDC logement	785 038,00	20,50%
Prêts Autres	420 000,00	10,97%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 506 160,00	65,44%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 049 388,00	27,40%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 049 388,00	27,40%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 829 948,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	274 400,00	3,06%
<b>Sous-total Subventions</b>	274 400,00	3,06%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 836 415,00	20,47%
Prêt CDC foncier	3 043 674,00	33,93%
Prêts Autres	945 000,00	10,53%
1%.	510 000,00	5,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	6 335 089,00	70,62%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	2 361 122,00	26,32%

Sous-total Fonds Propres	2 361 122,00	26,32%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>8 970 611,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>8 970 611,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 6 374 062,23 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 223,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	35	2 223,95 m²
Assiette *	:	3 649 252,85 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	28	1 660,57 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	28	1 660,57 m²
Assiette *	:	2 724 809,38 €
Taux de subvention	:	10,07 %
SUBVENTION	:	274 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 63	Surface utile :	3 884,52 m²
Assiette : 6 374 062,23 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>274 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,30 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>274 400,00 €</b>
---------------------	---------------------

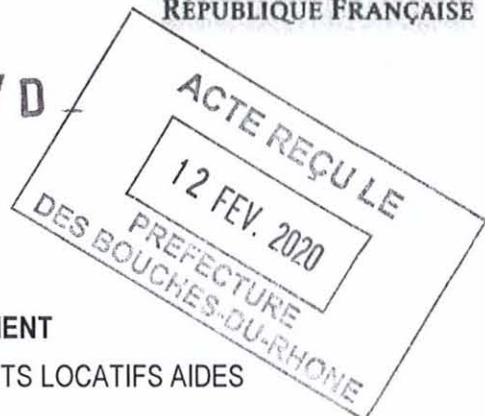
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 857 486,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 082 123,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 224 637,00 €
Prix de revient H.T.	8 164 246,00 €
Montant de la TVA	806 365,00 €
Prix de revient TTC	8 970 611,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 309,32 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 118 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550286

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500220  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13007 Auriol

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** AURIOL - PONT DE JOUX LA RESERVE\_PLS  
chemin des Gypières  
13990 Auriol

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

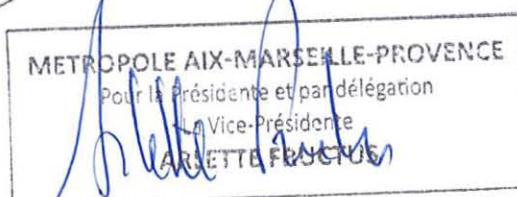
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	307 428,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	175 673,00	20,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	75 592,00	8,61%	1,86%
Prêts Autres	90 000,00	10,25%	
<b>Sous-total Prêts</b>	648 693,00	73,85%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	229 674,00	26,15%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	229 674,00	26,15%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	878 367,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	878 367,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	373,69 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>6</b>	<b>373,69 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	373,69 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	280 258,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	400 368,00 €
Prestations intellectuelles et frais	120 110,00 €
Prix de revient H.T.	800 736,00 €
Montant de la TVA	77 631,00 €
Prix de revient TTC	878 367,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 350,52 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

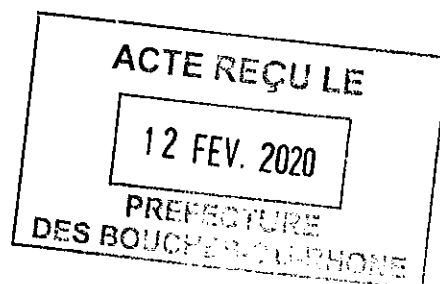




20 / 119 / D



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550009

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500112

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13106 Septèmes-les-Vallons

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**  
Septèmes - Haute Bedoule  
La haute Bédoule  
13240 Septèmes-les-Vallons



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 4 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257.278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

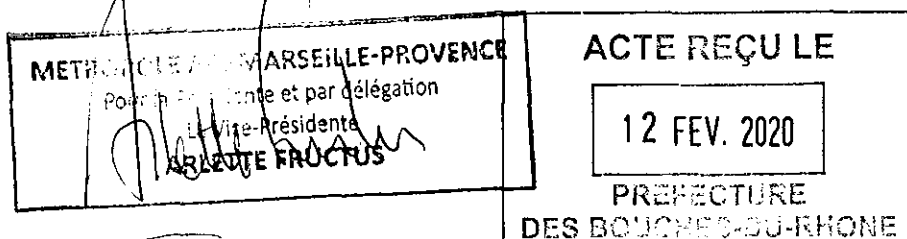
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

07 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	9 000,00	1,42%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>9 000,00</b>	<b>1,42%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	170 987,00	26,97%
Prêt CDC logement	454 110,00	71,62%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>625 097,00</b>	<b>98,58%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>634 097,00</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 800,00	4,43%
Subvention EPCI	3 000,00	1,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>12 800,00</b>	<b>5,79%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	56 996,00	25,77%
Prêt CDC logement	151 370,00	68,44%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>208 366,00</b>	<b>94,21%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>221 166,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 800,00	1,15%
Subvention EPCI	12 000,00	1,40%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>21 800,00</b>	<b>2,55%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	605 480,00	70,79%
Prêt CDC foncier	227 983,00	26,66%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>833 463,00</b>	<b>97,45%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>855 263,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>855 263,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 561 102,31 €

Décision No : 20191305500112

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »		
	Logements « Individuel »	3	254,90 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3		254,90 m²
	Assiette *	:	420 909,30 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »		
	Logements « Individuel »	1	84,90 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1		84,90 m²
	Assiette *	:	140 193,01 €
	Taux de subvention	:	6,99 %
	SUBVENTION	:	9 800,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	339,80 m²
Assiette : 561 102,31 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,75 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	9 800,00 €
--------------	------------

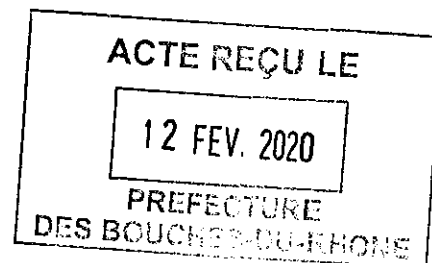
#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	210 159,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	491 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	77 535,00 €
Prix de revient H.T.	778 694,00 €
Montant de la TVA	76 569,00 €
Prix de revient TTC	855 263,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 516,96 €/m²

#### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 120 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550204

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500082

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13106 Septèmes-les-Vallons

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** Septemes - Haute Bedoule\_PLS  
La haute Bédoule  
13240 Septèmes-les-Vallons

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

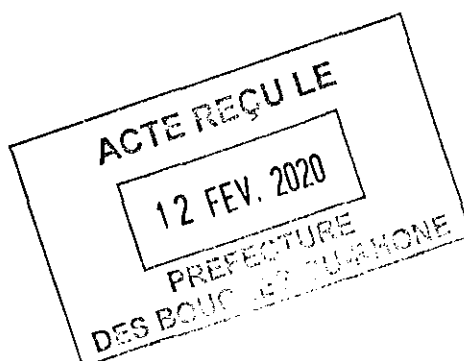
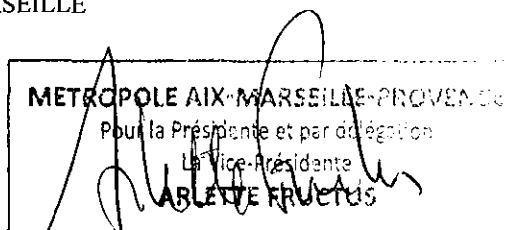
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	113 992,00	26,36%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	221 462,00	51,22%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	335 454,00	77,58%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	96 929,00	22,42%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	96 929,00	22,42%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	432 383,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	432 383,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	169,80 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	2	169,80 m²

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	169,80 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	106 081,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	248 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	39 591,00 €
Prix de revient H.T.	393 672,00 €
Montant de la TVA	38 711,00 €
Prix de revient TTC	432 383,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 546,43 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## Décision n° 20/121/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons de biens et droits immobiliers situés 78 Avenue du 8 mai 1945, Résidence les Vallons - Septèmes-les-Vallons cadastrés BA 75 lot 15 et 58, appartenant à Madame Storto Anna Maria.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 001-7993/19 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 19/12/2019, URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 20 M0006 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 8 janvier 2020 portant aliénation d'un appartement de 63,26m<sup>2</sup> (lot n°15) et d'une cave de 4.09m<sup>2</sup> (lot n°58) parcelle cadastrée BA n°75 sise 78 avenue du 8 mai, Résidence les Vallons, 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Storto Anna Maria.

### CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UB2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons a mis en place une politique de production de logements dans le cadre du PLH ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Février 2020



- Que cette préemption relève donc d'une compétence communale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des lots de copropriété n°15, n°58 ,un appartement de 63,26m<sup>2</sup> et d'une cave de 4.09m<sup>2</sup>, parcelle cadastrée BA n°75 sise 78 avenue du 8 mai, Résidence les Vallons, 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Storto Anna Maria.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/122/D

### **Contrat d'abonnement avec la Société Indigo Infra pour 23 emplacements au parking Bourse - 17, Cours Belsunce-13001 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **PREAMBULE**

Pour le bon fonctionnement de ses services localisés au CMCI 2 rue Henri Barbusse – 13001 Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait souscrit un contrat d'abonnement avec la Société Vinci Park pour 23 places de stationnement au parking Bourse, 17 Cours Belsunce – 13001 Marseille à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce contrat a été renouvelé de plein droit par périodes annuelles successives sans pouvoir excéder 6 ans.

Afin de maintenir cette prestation, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence souscrive un nouveau contrat d'abonnement avec la Société Indigo Infra (ex Vinci Park) pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, renouvelable de plein droit par périodes annuelles successives sans pouvoir excéder 6 ans.

Les principales conditions de ce contrat d'abonnement sont les suivantes :

- contrat consenti sur la base de 23 cartes d'abonnement annuel « 24/24 » au tarif public de 1 950 euros TTC annuel par abonnement, avec une remise commerciale basée sur le nombre d'abonnements souscrits de 5%.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Février 2020

- la facturation annuelle totale sera de 42 607,50 euros TTC. Le contrat annuel prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et expire 12 mois après.

### **CONSIDERANT**

Que pour les besoins de ses services, il y a lieu que la Métropole Aix-Marseille-Provence souscrive un nouveau contrat d'abonnement avec la Société Indigo Infra (ex Vinci Park), pour 23 emplacements au parking Bourse 17 Cours Belsunce – 13001 Marseille, pour une durée de un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est conclu auprès d'Indigo Infra un contrat d'abonnement pour 23 emplacements au parking Bourse, pour une durée de un an à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2020, aux conditions ci-dessus exposées.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole A 130, nature 6132, fonction 020 chapitre 011.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/123/D

### 10 abonnements au parking Quai d'Arenc - 13002 Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### PREAMBULE

Pour le bon fonctionnement de ses services, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part à la Société Indigo Infra de son souhait de souscrire 10 abonnements localisés dans le parc de stationnement Quai d'Arenc, situé au 2 Quai d'Arenc – 13002 Marseille.

Les conditions du contrat sont les suivantes :

- 10 abonnements 7/7j et 24/24h
- Convention d'une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- Renouvellement par tacite reconduction par période de 1 an ;
- Prix : 2 040,00 euros HT, soit 2 448 euros TTC par an et par place, soit un total annuel de 24 480 euros TTC pour 10 abonnements.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'abonnement avec Indigo Infra pour 10 abonnements localisés dans le parking Quai d'Arenc.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'abonnement avec Indigo Infra pour 10 abonnements 7/7j 24/24 au parking Quai d'Arenc, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de 1 an soit jusqu'au 31 décembre 2020.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole A 130, nature 6132, fonction 020 chapitre 011.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/124/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM du lot 5 d'un immeuble situé au 14, rue Vacon Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 52 appartenant à la SCI M.A.D.E.K**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0653 reçue en mairie de Marseille le 13 décembre 2019 portant aliénation du lot 5 de la parcelle cadastrée 803 A 52 sise 14, rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K.

- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot 5 de la parcelle cadastrée 803 A 52 d'une surface habitable de 51,78m<sup>2</sup>, situé 14, rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/125/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam du lot 6 d'un immeuble situé au 14, rue Vacon Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 52 appartenant à la SCI M.A.D.E.K**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;



- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0652 reçue en mairie de Marseille le 13 décembre 2019 portant aliénation du lot 6 de la parcelle cadastrée 803 A 52 sise 14, rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot 6 de la parcelle cadastrée 803 A 52 d'une surface habitable de 51,97m<sup>2</sup>, situé 14, rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

## Décision n° 20/126/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam du lot 7 d'un immeuble situé au 14, rue Vacon Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 52 appartenant à la SCI M.A.D.E.K**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0651 reçue en mairie de Marseille le 13 décembre 2019 portant aliénation du lot 7 de la parcelle cadastrée 803 A 52 sise 14 rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DÉCIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot 7 de la parcelle cadastrée 803 A 52 d'une surface habitable de 56,44m<sup>2</sup>, situé 14, rue Vacon à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI M.A.D.E.K.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

## Décision n° 20/127/D

### Prise à bail de bureaux, immeuble Les Docks 10.8

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine des services des Domaines du 17 janvier 2020 ;

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite centraliser ses bureaux dans le secteur Euroméditerranée – Arenc ;
- Que la prise à bail de bureaux d'une superficie totale de 2633,2m<sup>2</sup> et 13 emplacements de stationnement au sein de l'immeuble Les Docks 10.8 permettrait de répondre à cet objectif ;
- Que la signature d'un bail commercial avec la société Joliette Batiments SAS représentée par la société Amundi Immobilier est possible aux conditions suivantes :
  - à compter du 1er juillet 2020 pour une durée de 9 ans fermes avec une mise à disposition anticipée gratuite de loyers à compter du 1er mars 2020 ;
  - d'une superficie totale de 2 633,2m<sup>2</sup> décomposée en 3 étages d'une superficie respective de 1142,7m<sup>2</sup> pour le 1<sup>er</sup> étage, 986,6m<sup>2</sup> pour le 2<sup>ème</sup> étage et 503,9m<sup>2</sup> pour le 3<sup>ème</sup> étage ;

- d'un loyer annuel et hors période de mise à disposition à titre gratuit de loyers de 568 962 euros Hors Taxes et Hors Charges soit 542 962 euros Hors Taxes et Hors Charges pour les bureaux et 26 000 euros pour les emplacements de stationnement ;
- d'une provision pour charges annuelle de 94 453 euros Hors Taxes pour les bureaux et 4 160 euros pour les emplacements de stationnement ;
- d'un dépôt de garantie de 142 240,50 euros Hors Taxes et Hors Charges ;
- d'une franchise de loyers de neuf mois et demi Hors Taxes et Hors Charges Hors TVA à titre exceptionnel ;
- Qu'un délai d'un mois a été observé entre la date de saisine des services des Domaines et la date de la présente décision.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un bail commercial d'une durée ferme de 9 ans avec la société Joliette Batiments SAS représentée par la société Amundi Immobilier, aux conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole sous-politique A130, fonction 020, Natures 6132, 614, 275.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/128/D

### **Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour le Département - 3 Quai du Port, 13002 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée 809 E 47 sise 3 Quai du Port, 13002 Marseille d'une superficie de 1369 m<sup>2</sup> sur laquelle existe un bâtiment d'une superficie totale de 500m<sup>2</sup> ;
- Que dans le cadre d'un projet « Centre Pompidou, Studio 13/16 Tour », le Département a saisi la Métropole pour développer un centre culturel dans ces locaux, mettre en place diverses installations pédagogiques et animer les lieux ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre gratuit, précaire et révocable d'une partie de ces locaux permettrait le lancement de ce projet dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement du bâtiment par la Métropole ;
- Que la convention prendra effet à partir du 10 février 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre gratuit, précaire et révocable avec le Département pour une durée de 24 mois à compter du 10 février 2020.

### **Article 2 :**

Cette convention permettra au Département d'occuper qu'une partie du bâtiment située au rez-de-chaussée et représentant une superficie de 110 m<sup>2</sup> ;

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2020

**Martine VASSAL**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/129/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Semovim**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000880 présentée par la Semovim devant le juge du référé précontractuel du Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce qu'il prononce l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 janvier 2020, par laquelle la candidature de la société Semovim a été rejetée de la procédure d'appel d'offres relative à « l'exploitation des parkings Verdon et Sainte-Croix situés sur la Commune de Martigues », et d'autre part à ce qu'il enjoigne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de reprendre la procédure au stade de l'examen des offres et de réexaminer l'offre de la société Semovim, en se conformant à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, à la lumière de la motivation de l'ordonnance à intervenir, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le juge du référé précontractuel du Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés 5, rue Boussairolles 34000 Montpellier.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**



Présidente de la Métropole

**Décision n° 20/130/D**

**Décision d'estimer en justice - Désignation du Cabinet d'Avocats Valadou - Josselin et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux conjoints Geraudie**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1905132 enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 26 novembre 2019, aux fins d'annuler le jugement du 19 septembre 2019 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille, rejetant la requête du 24 mai 2017 visant à demander l'annulation de la délibération n° 001336 du 23 mars 2017 du Conseil Municipal de Berre l'Étang approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'estimer en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Damien Varnoux – SELARL Valadou – Josselin et Associés, 1 place de la Tour d'Auvergne – 29 000 Quimper.

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Damien Varnoux pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/131/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS l'Escale de la Gourmandise**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909722 déposée le 17 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la SAS l'Escale de la gourmandise, demandant l'annulation de la décision conjointe de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 septembre 2019 de refus d'aide financière suite à l'effondrement de l'immeuble de la rue d'Aubagne à Marseille.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative , la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**



Présidente de la Métropole

**Décision n° 20/132/D**

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Cervotti Jean-Mathieu**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909971 déposée le 26 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Cervotti Jean-Mathieu, demandant l'annulation de la décision de la Métropole du 27 septembre 2019 , refusant l'imputabilité de son accident au service.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020**

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**



Présidente de la Métropole

## Décision n° 20/133/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres/ SCP Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Eliane Sarim-Beyoglou-Montoya**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1910885 présentée par Madame Eliane Sarim-Beyoglou-Montoya devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que soit ordonné un complément d'expertise à celle ordonnée le 6 avril 2016 par le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille, compte tenu de la consolidation de son état de santé, d'autre part, à ce que la Métropole soit condamnée à lui verser une provision de 20 000 euros, enfin, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres/ SCP Avocats Vedesi – 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Février 2020



**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres/ SCP Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

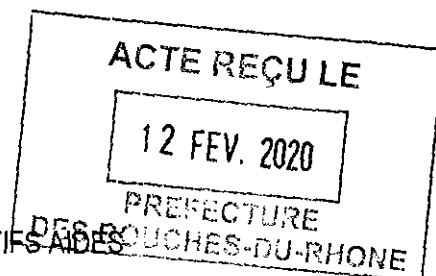
Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 février 2020

**Martine VASSAL**

20 / 134 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS



**Numéro d'opération :**  
2019130550164

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500102

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13056 Martigues

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** SAINT MACAIRE PLUS PLAI  
42 LOGEMENTS PLUS PLAI  
Saint Macaire  
13500 Martigues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

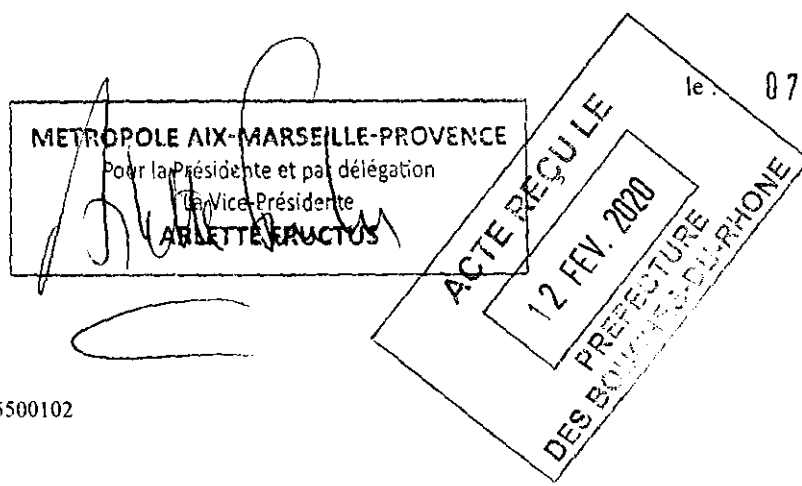
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 42 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 42 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 26 logements PLUS
  - 16 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 156 800,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	156 800,00	5,65%
<b>Sous-total Subventions</b>	156 800,00	5,65%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	881 199,00	31,75%
Prêt CDC logement	976 586,00	35,19%
Prêts Autres	240 000,00	8,65%
l%.	200 000,00	7,21%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 297 785,00	82,79%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	320 743,00	11,56%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	320 743,00	11,56%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 775 328,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 516 997,00	35,83%
Prêt CDC logement	1 681 208,00	39,71%
Prêts Autres	390 000,00	9,21%
l%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 588 205,00	84,76%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	645 258,00	15,24%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	645 258,00	15,24%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 233 463,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	156 800,00	2,24%
<b>Sous-total Subventions</b>	156 800,00	2,24%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 657 794,00	37,92%
Prêt CDC foncier	2 398 196,00	34,22%
Prêts Autres	630 000,00	8,99%
l%.	200 000,00	2,85%
<b>Sous-total Prêts</b>	5 885 990,00	83,98%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	966 001,00	13,78%

Sous-total Fonds Propres	966 001,00	13,78%
Total du Financement (I + II + III)	7 008 791,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 008 791,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 288 257,45 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	26	1 722,84 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26	1 722,84 m²
Assiette *	:	2 712 569,52 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 000,77 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	16	1 000,77 m²
Assiette *	:	1 575 687,93 €
Taux de subvention	:	9,95 %
SUBVENTION	:	156 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 42	Surface utile :	2 723,61 m²
Assiette : 4 288 257,45 €	SUBVENTION :	156 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,66 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	156 800,00 €
--------------	--------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 243 942,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 083 587,00 €
Prestations intellectuelles et frais	153 135,00 €
Prix de revient H.T.	6 480 664,00 €
Montant de la TVA	528 127,00 €
Prix de revient TTC	7 008 791,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 573,35 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 135 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550165

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500103

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13056 Martigues

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** SAINT-MACAIRE PLS  
Saint Macaire  
10  
13117 Martigues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

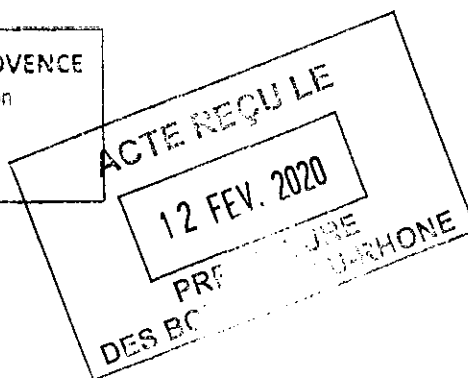
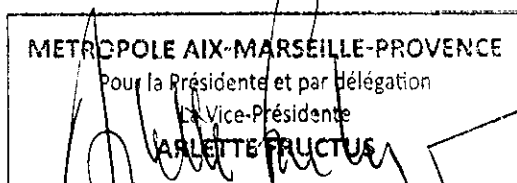
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 07 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	653 895,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	840 376,00	44,98%	1,86%
Prêts Autres	165 000,00	8,83%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 659 271,00	88,81%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	208 999,00	11,19%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	208 999,00	11,19%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 868 270,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 868 270,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

11

715,33 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

11

715,33 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile :

715,33 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

**0,00 %**

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	589 350,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 072 515,00 €
Prestations intellectuelles et frais	40 219,00 €
Prix de revient H.T.	1 702 084,00 €
Montant de la TVA	166 186,00 €
Prix de revient TTC	1 868 270,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 611,76 €/m²



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## Décision n° 20/136/D

**Avenant à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux relative à la mise à disposition d'un terrain cadastré N° 43 et 45 section KW sis au Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée à Aix-en-Provence, au bénéfice de la société Bouygues Telecom dans le cadre de l'exploitation d'un relais radio communication**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020 ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°2015-07 du 1er février 2015 du Syndicat Mixte de l'Arbois relative à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux d'une durée de 12 ans, au bénéfice de la société Bouygues Telecom pour l'exploitation de ses équipements techniques implantés sur le château d'eau implanté sur le terrain cadastré n°43 et 45 section KW sur le domaine du Technopôle de l'Arbois.

## **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, la société Bouygues Telecom a installé, exploité et entretenu une station relais installée sur le château d'eau sis au Technopôle de l'Arbois, Domaine du Petit Arbois à Aix en Provence, propriété de la métropole Aix-Marseille-Provence, suivant bail emphytéotique consenti par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, en vertu d'une convention d'occupation temporaire conclu le 1<sup>er</sup> février 2015 ;
- Que la société Bouygues Telecom a sollicité le transfert de ladite convention au profit de la société Cellnex France ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette modification administrative par un avenant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant ayant pour objet de fixer les conditions et modalités de ce transfert. A compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 Cellnex France est subrogée dans tous les droits et obligations de l'opérateur au titre de la convention.

Recette initiale inchangée: 14 500 euros Hors Taxes et Hors Charge par an du 1<sup>er</sup> février 2015 au 31 janvier 2027.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 70323-Fonction 61-Chapitre 70

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 février 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/137/D

### **Prise à bail dérogatoire avec la Ville de Marseille du pôle Médias de la Belle de Mai 37 41 rue Guibal 13003 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que par bail signé le 9 février 2005, la Communauté Urbaine de Marseille devenue Métropole, a pris à bail auprès de la Ville de Marseille des locaux d'une superficie de 1 467,07 m<sup>2</sup> (ensemble constitué de 3 lots : n°21, 22 et 23), situés au 37/41 rue Guibal à Marseille (13003) au sein du Pôle Médias de la Belle de Mai ;
- Que ce bail arrive à échéance le 29 février 2020 ;
- L'intérêt manifeste du développement de la filière audiovisuelle multimédia pour la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'implantation actuelle dans ces locaux d'une pépinière d'entreprises et d'une entreprise spécialisée dans cette filière ;

- Que dès lors, la signature d'un bail dérogatoire d'une durée de 2 ans avec possibilité de reconduction d'une année est nécessaire et possible aux conditions suivantes :

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 pour une durée de 2 ans, renouvelable tacitement une année ; d'une superficie totale de 1 467,07 décomposée en 3 lots (n°21, 22 et 23), d'un loyer annuel 103 034.52 € HT, euros hors taxes, hors charges, TVA en vigueur.

De charges qui seront remboursées par appel de fond à la Ville de Marseille.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un bail dérogatoire d'une durée ferme de 2 ans avec la Ville de Marseille aux conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les dépenses correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-politique B330 – service 900 000 – natures 6132 et 614 – fonction 68 chapitre 011.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 février 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/138/D

### **Avenant 1 à la convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n°10 de 32,73 m<sup>2</sup> au Pôle Médias de la Belle de Mai**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 19/542/D du 9 septembre 2019 relative à la convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n° 10 de 32, 73 m<sup>2</sup> au Pôle Médias Belle de Mai ;
- La convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable signée le 12 septembre 2019 et consentie à la Société Le Studio ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Que par bail signé le 9 février 2005, la Communauté Urbaine de Marseille devenue Métropole, a pris à bail auprès de la Ville de Marseille des locaux d'une superficie 1 467,07 m<sup>2</sup> (ensemble constitué de 3 lots : n°21, 22 et 23), situés au 37/41 rue Guibal à Marseille (13003) au sein du Pôle Médias de la Belle de Mai ;

- Que ce bail prenant fin le 29 février 2020, les deux parties ont conclu un nouveau bail dérogatoire d'une durée de 2 ans, soit jusqu'au 28 février 2022, renouvelable une année ;
- Que c'est en application et sur la base du bail du 9 février 2005 que la Métropole a consenti à la société Le Studio une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable signée le 12 septembre 2019 concernant le bureau n°10 du lot 23 ;
- Qu'il convient de tirer les conséquences du nouveau bail conclu entre la Ville de Marseille et la Métropole sur la convention temporaire de la société Le Studio en signant un avenant n°1 à ladite convention ;
- Que cet avenant prévoit les dispositions suivantes :  
Prolongation de 2 ans de la durée de la convention consentie à l'occupant avec possibilité de reconduction tacite d'une nouvelle période de 12 mois ;  
  
Fixation de la provision estimative annuel des charges à 49,16 euros Hors Taxes/m² (TVA 20 % en sus) soit 1609 euros Hors Taxes annuel ;  
Substitution d'un nouveau cahier des charges de location.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable conclue avec la société Le Studio le 12 septembre 2019 conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole service 900 000 – nature 752 – chapitre 75 – fonction 68

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 février 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/149/D**

**ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement -  
Convention de participation constructeur passée avec Monnie-Ferrato - PC  
013055 19 00990 PO**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 04/1150/TUGE du 13 décembre 2004 approuvant le dossier de création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe ;
- La convention de concession passée avec la SAEML Marseille Aménagement (devenue SOLEAM) approuvée par le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 06/1064/TUGE du 13 novembre 2006 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 28 Février 2020**



- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC des Hauts de Sainte Marthe s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la Soléam est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que Monsieur Monnier et Madame Ferrato ont déposé le 19 novembre 2019 une demande de permis de construire n° PC 013055 19 00990P0 pour réaliser 118m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination d'habitation ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC en application de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la Soléam ;
- Que la Métropole s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière de Monsieur Monnier et Madame Ferrato au coût des équipements publics de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe d'un montant de 25 440 euros.

#### **Article 3 :**

La participation constructeur sera versée directement à la Soléam pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 28 Février 2020**

## Décision n° 20/150/D

**Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 100 millions d'euros auprès de la Banque du Conseil de l'Europe pour le financement pluriannuel du projet de renouvellement du métro de Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- La délibération n° DTUP 001-146/11/CC du Conseil Communautaire du 28 mars 2011 d'Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement des systèmes de pilotage automatique et d'informations géographiques embarqués ;
- La délibération n° DTUP 002-631/13/CC du Conseil Communautaire du 31 octobre 2013 d'Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération de renouvellement des rames de métro - Etudes et assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération n° DTUP 004-633/13/CC du Conseil Communautaire du 31 octobre 2013 d'approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux prestations de maîtrise d'œuvre de l'opération de renouvellement des rames de métro ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Février 2020

- La délibération n° DTM 007-1323/15/CC du Conseil Communautaire du 25 septembre 2015 d'approbation de la création et de l'affectation de l'opération "Renouvellement des rames du métro et travaux connexes" ;
- La délibération n° FAG 035-2006/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire pour l'année 2019 du budget annexe « Transports métropolitains » ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/252/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux Finances et Budget.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement proposée par la Banque du Conseil de l'Europe, pour assurer le financement pluriannuel du projet de renouvellement du métro de Marseille, Neomma.

### DECIDE

#### Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque du Conseil de l'Europe dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du projet NEOMMA
Montant du prêt	100 000 000 €
<u>Phase de mobilisation :</u>	
Début Fin	Date de la signature du contrat 5 ans (soit courant 2025)
Commission de non utilisation	Sans objet

<u>Phase de consolidation</u>	25 ans
Périodicité	Déterminée à chaque tirage de tranche trimestriellement, semestriellement ou annuellement
Taux d'intérêt	Déterminé à chaque tirage de tranche
Mode d'amortissement	Déterminé à chaque tirage de tranche
Base de calcul	30/360 pour un taux fixe Exact/360 pour les taux variables
Remboursement anticipé	L'Emprunteur peut demander un remboursement anticipé moyennant les paiements des intérêts courus et des indemnités calculées, s'il y en a, par la Banque
Commissions d'engagement	néant

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 100 000 000 euros au financement des investissements du projet de renouvellement du métro de Marseille, NEOMMA, et selon le périmètre du projet retenu par la CEB. Ces fonds sont donc exclusivement dédiés au Budget annexe des Transports de la Métropole.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/151/D

### **Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable d'un local à conteneurs d'ordures ménagères au Pont de l'Arc à Aix-en-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre du réaménagement du quartier du Pont de l'Arc et afin d'améliorer l'organisation de la collecte de ce secteur, la Commune d'Aix a décidé de mettre à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un local de 12,66 m<sup>2</sup> pour le stockage des conteneurs des commerçants du Pont de l'Arc ;
- Que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, pour un an renouvelable par tacite reconduction.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée d'un an renouvelable.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

## Décision n° 20/152/D

### Modification du cahier des charges du lotissement industriel de Trets.

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le cahier des charges du « lotissement industriel » de Trets.

#### CONSIDÉRANT

- Que la commune de Trets envisage la réalisation d'une Zone Activité Concertée qui va se superposer partiellement au périmètre du lotissement Industriel de Trets dans lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un lot ;
- Que cette superposition nécessite la mise en cohérence de leur organisation respective qui implique la modification du cahier des charges du « lotissement industriel » de Trets pour le mettre en adéquation avec les objectifs du Plan Local d'Urbanisme et du projet de la ZAC ;
- Qu'il convient de signer la modification de ce cahier des charges.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la modification du cahier des charges du « lotissement industriel » de Trets pour le mettre en adéquation avec le Plan Local d'Urbanisme et le projet de Zone Activité Concerté de la Commune de Trets.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/153/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons des lots 109 et 123 d'un immeuble situé Quartier du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AO 51, 53, 54, 55, 56, 60, 62, 63, 64 et 66 appartenant à Monsieur Anane Karim.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 010 7381/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 instaurant la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013106 20 M0012 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 20 janvier 2020 portant aliénation des lots 109 et 123 de la parcelle cadastrée AO 51, 53, 54, 55, 56, 60, 62, 63, 64 et 66 situé Quartier du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur Anane Karim.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le bien est situé en zone urbaine du collectif 2 (UC2) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi Solidarité Renouvellement Urbain (SRU) ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans le cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des lots 109 et 123 de la parcelle cadastrée AO 51, 53, 54, 55, 56, 60, 62, 63, 64 et 66 d'une surface habitable de 71,89m<sup>2</sup> sis Quartier du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur Anane Karim.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/154/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 168 rue du Dirigeable à Aubagne appartenant à la Société Sud Service Location**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 3-221116 du 22 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne, instituant le droit de préemption urbain sur la commune d'Aubagne ;
- La convention tripartite du 29 décembre 2015, conclue entre la commune d'Aubagne, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur (EPF PACA), portant sur la requalification de la Zone d'Activités des Paluds ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aubagne le 12 décembre 2019 enregistrée sous le numéro 528/2019 portant aliénation d'un terrain de 5 606 m<sup>2</sup> avec local industriel, cadastré CV388, sis 168 rue du Dirigeable, appartenant à la Société Sud Service Location.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de Métropole du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune d'Aubagne soit un terrain de 5 606 m<sup>2</sup> avec local industriel, sur la parcelle cadastrée section CV numéro 388, classées en zone UEp du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune approuvé le 22 novembre 2016, situé dans la Zone d'Activités des Paluds reconnue comme secteur à enjeux économiques ;
- En effet, l'acquisition de la parcelle cadastrée section CV numéro 388, soit un terrain avec local industriel, permettrait en adéquation avec la convention d'intervention foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, la préservation d'espaces dédiés à l'économie productive.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée CV388, pour 5 606 m<sup>2</sup>, sise 168 rue du Dirigeable et appartenant à la Société Sud Service Location.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

## Décision n° 20/155/D

### **ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement - Convention de participation constructeur passée avec la SAS Kafrembo PC n°013055 1900938P0**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equiperment les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SAS Kafrembo a déposé le 31/10/2019 une demande de permis de construire n° PC 013055 19 00938P0 pour réaliser 631m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination d'activités dont 183m<sup>2</sup> de bureaux, 123m<sup>2</sup> de commerces et 325m<sup>2</sup> d'artisanat;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur sUEcg du Plan Local Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 50 430 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que la Métropole s'est substituée à la CUMPM à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière de la SAS KAFREMBO au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 50 430 euros.

#### **Article 2 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Mars 2020**

## Décision n° 20/156/D

**Avenant à la convention d'occupation à titre précaire et révocable signée avec la société Squaresofts - Maison du Développement Industriel - 38 rue Frédéric Joliot Curie 13013 Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC relative à l'approbation de modèle type de contrats de location et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que la société Squaresofts a conclu du 14 janvier 2020 avec la Métropole une convention d'occupation temporaire pour le lot 113, pour son activité de formation, développement, assistance technique et vente de logiciels ;



- Que cette convention comprend une erreur sur la surface du local loué puisque le métrage réel mesuré par télémètre par le service technique de la Métropole est de 17,13 m<sup>2</sup> et non de 21,38 m<sup>2</sup> ;
- Que cette nouvelle surface modifie les conditions financières de la convention comme précisé ci-après :
  - la redevance annuelle s'élève à la somme de 17,13 euros Hors Taxes et Hors Charges et non plus 2138 Hors Taxes et Hors Charges
  - la provision pour charges annuelle s'élève à la somme de 856,50 euros Hors Taxes et non plus 1069 euros Hors Taxes
  - le dépôt de garantie sera de 428,50 euros et non plus 534,50 euros ;
- Que la signature d'un avenant à la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire pour régulariser la situation ;
- Que l'avenant prendra effet le 18 février 2020 avec un loyer de 100 euros Hors Taxes et Hors Charges par an/m<sup>2</sup>, soit 2138 euros Hors Taxes et Hors Charges par an.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable modifiant les articles 2 et 4.

### **Article 2 :**

Cet avenant modifie l'article 2 de la convention d'occupation temporaire et porte le métrage du lot 113 à 17,13 m<sup>2</sup>.

### **Article 3 :**

Cet avenant modifie l'article 4 de la convention d'occupation temporaire comme suit :

Le montant de la redevance est fixé à 17,13 euros Hors Taxes et Hors Charges par an. Le montant des charges est fixé à 856,50 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 428,25 euros Hors Taxes et Hors Charges soit l'équivalent de 3 mois de loyer Hors Taxes et Hors Charges.

### **Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 03 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Mars 2020**

## Décision n° 20/157/D

### **Avenant n°1 à la convention de participation entre la Métropole / la SPLA «Pays d'Aix Territoire» / JérémY Peloux et Ludivine Galvez (au titre du L 311-4 du Code de l'Urbanisme) - ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 31 Mai 2018 approuvant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350 euros/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » le 15 janvier 2019.

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC Pallières II ayant été déclarée d'intérêt métropolitain, la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe d'Aménagement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur ;
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixée à hauteur de 350 euros/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention initiale est conclue sur la base d'une surface de plancher de 117,86 m<sup>2</sup> ;
- Que le permis de construire obtenu le 19 juillet 2019 par les pétitionnaires arrête une surface de plancher de 117,59 m<sup>2</sup> ;
- Qu'un avenant est nécessaire pour acter la modification de la surface du programme de construction des pétitionnaires et les incidences financières induites ainsi que les modifications des modalités de règlement.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°1 à la convention de participation signée le 6 mai 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

## Décision n° 20/158/D

### **Avenant n°1 à la convention de participation entre la Métropole, la SPLA Pays d'Aix Territoire Denis Amphoux - ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 31 mai 2018 approuvant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350€/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » le 15 janvier 2019.

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC Pallières II ayant été déclarée d'intérêt métropolitain, la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe d'Aménagement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur ;
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixée à hauteur de 350€/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention initiale est conclue sur la base d'une surface de plancher de 198,9 m<sup>2</sup> ;
- Que le permis de construire reçu en mairie le 5 septembre 2019 arrête une surface de plancher de 205,7 m<sup>2</sup> ;
- Qu'un avenant est nécessaire pour acter la modification de la surface du programme de construction du pétitionnaire et les incidences financières induites.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°1 à la convention de participation signée le 21 juin 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020

## Décision n° 20/159/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat du lot 7 d'un immeuble situé 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 203 appartenant à la SCI Brayan.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de Marseille Habitat de 41 immeubles dans le cadre de la concession d'Eradication d'Habitat Indigne ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ième quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ième quartiers Blancarde et Cinq Avenues, 5ième, 6ième, 7ième, 8ième, 9ième, 10ième, 11ième, et 12ième arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 20 M0016 reçue en mairie de Marseille le 10 janvier 2020 portant aliénation du lot 7 de la parcelle cadastrée 803 A 203 sis 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI Brayan ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition du lot 7 de la parcelle cadastrée 803 A 203 d'une contenance de 42,52m<sup>2</sup> situé 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI Brayan.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Mars 2020**

## Décision n° 20/160/D

**Renouvellement du bail relatif à la location de locaux dénommés Welcome Park lots 4 et 5, situés 505 rue Victor Baltard - Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue des locaux pour le stockage des produits et matériels de piscine du territoire Pays d'Aix situés 505 rue Victor Baltard – Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.
- Qu'il convient de signer le renouvellement du bail.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

De signer le renouvellement du bail à compter du 1<sup>er</sup> février 2020 et jusqu'au 31 janvier 2029 avec la SARL Richard Property pour les locaux « Welcome Park » lots 4 et 5, situés 505 rue Victor Baltard – Pôle d'activités d'Aix-en-Provence moyennant un loyer annuel de 49 492 euros Hors Taxes.



**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132 (loyers) et 614 (charges).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/161/D

**Mission Elu : Monsieur Mille Michel - Salon de l'Agriculture - 24 et 25 février 2020 - Paris**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Mille est Conseiller métropolitain et Vice-Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, délégué à l'Agriculture

### DECIDE

#### **Article 1 :**

Monsieur Mille se rendra les 24 et 25 février 2019 au Salon International de l'Agriculture pour assister à la 5<sup>ème</sup> édition du lancement du Salon des Agriculteurs de Provence à Paris.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 mars 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2020

## Décision n° 20/162/D

**Mise à disposition des parkings des plages P1, P1 BIS, P2, P4 et P5 - occupation temporaire pour le défilé du 14 juillet 2020 dans le cadre du contrat de DSP 15/1623 confié à la société Effia Stationnement Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;
  - emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;

- emplacements du parking Véliplanchistes P4 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille,
- emplacements du parking Sport Beach P5 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille ;
- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société Effia Stationnement Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que la Ville de Marseille a informé la Métropole de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation du défilé du 14 juillet 2020 de 7h00 à 12h00.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, par la Ville de Marseille dans le cadre du défilé du 14 juillet 2020 de 7 h à 12 h, des biens relevant du domaine public de la Métropole suivants :

- emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille
- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
- emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
- emplacements du parking Véliplanchistes P4 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille,
- emplacements du parking Sport Beach P5 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille.

Mise à disposition des parkings pour le défilé militaire du 14 juillet 2020 organisé par la Ville de Marseille de 7 h à 12 h.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée pour le dimanche 14 juillet 2020, entre 7 heures et 12 heures. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020**

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

**Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

**Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/163/D

### **Avenant au bail commercial du 1er janvier 2015 avec la société BIOTECH GERMANDE**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du 21 février 2014 n° DEV 002-58/14/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation de modèles type de contrats de location de locaux et d'une tarification à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 3 rue Marc DONNADILLE Hôtel Technoptic 13013 Marseille ;
- Que la société Biotech Germande a pris à bail commercial un bâtiment indépendant dénommé « Luminy Biotech 3 » d'une surface de 960 m² ;

- Que le Preneur a fait part de son intention de modifier sa structure juridique et de séparer ses différentes activités en deux structures, Eurofins BIOTECH-GERMANDE ayant pour activité l'évaluation des dispositifs médicaux et de formation, et EUROFINS HYGIENE HOSPITALIERE SUD ayant pour activité le prélèvement et la gestion du risque infectieux en milieu hospitalier et l'activité de laboratoire d'analyse des prélèvements en milieu hospitalier ;
- Que la signature d'un avenant au bail afin de sortir des surfaces du bail initial passé avec la société Eurofins BIOTECH-GERMANDE est nécessaire ;
- Que l'avenant modifie le loyer comme suit : 487, 82 m<sup>2</sup> x 30,63 euros hors taxes par m<sup>2</sup> par trimestre, soit 59 767,70 euros annuel hors taxes, hors charges ;
- Que l'avenant prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2020 ;
- Que Eurofins BIOTECH-GERMANDE renonce aux indemnités d'éviction au prorata des surfaces sorties.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant au bail initial de réduction de surfaces avec la société EUROFINS BIOTECH-GERMANDE, afin de retirer 472,18 m<sup>2</sup> du bail initial.

### **Article 2 :**

L'avenant modifie le loyer annuel à 59 767,70 euros hors taxes, hors charges.

### **Article 3 :**

Les autres conditions du bail initial demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

## Décision n° 20/164/D

### **Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société EUROFINS HYGIENE HOSPITALIERE SUD**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du 21 février 2014 n° DEV 002-58/14/CC La délibération du 21 février 2014 n° DEV 002-58/14/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation de modèles type de contrats de location de locaux et d'une tarification à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du site Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que suite à la scission de la société EUROFINS BIOTECH GERMANDE, la société EUROFINS HYGIENE HOSPITALIERE SUD a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- Que la société EUROFINS HYGIENE HOSPITALIERE SUD, occupe une partie du bâtiment Luminy Biotech 3 pour une surface de 472,18 m<sup>2</sup> ;



- Que dans ce cadre il est nécessaire de signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 et jusqu'au 30 juin 2021 ;
- Que l'occupation est consentie moyennant un loyer annuel de 57 851, 49 euros hors taxes, hors charges.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société EUROFINS HYGIENE HOSPITALIERE SUD aux conditions ci-avant exposées

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/166/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de La Ciotat d'une remise (lot 11) située 25, rue Louis Vignol 13600 La Ciotat cadastrée AC 276 appartenant à Madame ORRIERE Rose.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010 7381/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 instaurant la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 028 19M0635 reçue en mairie de La Ciotat le 19 décembre 2019 portant aliénation d'une remise (lot 11) sise sur la parcelle cadastrée AC 276 sise 25 rue Louis Vignol 13600 La Ciotat, appartenant à Madame ORRIERE Rose.

## **CONSIDÉRANT**

- Que cette acquisition à l'intérieur du centre ancien de La Ciotat permettra de répondre au projet de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'accessibilité et de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition du lot 11 de la parcelle cadastrée AC 276 d'une surface utile de 32m<sup>2</sup> sis 25 rue Louis Vignol 13600 La Ciotat, appartenant à Madame ORRIERE Rose,

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/167/D

### **Avenant n°1 à la convention d'occupation entre la Logirem et le GIP MRU pour les locaux maison des projets de la Savine, chemin des tuves 13005 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 085-6392/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la reconduction transitoire du GIP MRU et reprise des activités de renouvellement urbain et des agents en charge de ces opérations – poursuite des opérations de renouvellement urbain et stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris l'activité de conduite des opérations de renouvellement menées par le GIP MRU au 1<sup>er</sup> janvier 2020, et la reprise des contrats, agents et moyens assurant la mise en œuvre de ces opérations ;

- Qu'une convention d'occupation initiale a été signée le 17 juillet 2015 par le GIP MRU avec la société anonyme d'HLM « logement et gestion immobilière pour la région Méditerranéenne » LOGIREM portant sur la mise à disposition d'un local situé Résidence Savine sise chemin du Vallon des Tuves 13015 Marseille dit « la maison des projets » pour les besoins d'animation du projet de renouvellement urbain de la Savine ;
- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention d'occupation initiale précisant le transfert de ladite convention à la Métropole au 1er janvier 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation du 17 juillet 2015 portant sur le local « la maison des projets de la Savine » d'une superficie de 70m<sup>2</sup> situé Résidence Savine sise chemin du Vallon des Tuves 13015 Marseille pour les besoins suivants liés à l'activité du GIP MRU : concertations, expositions, manifestations, animations, réunions en lien avec le projet de renouvellement urbain de la Savine.

### **Article 2 :**

L'avenant modifie l'article 1 de la convention initiale qui sera désormais rédigé comme ci-après :

En date du 1er janvier 2020, la convention d'occupation signée le 17 juillet 2015 a été transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence dont le siège social est situé à Marseille 13007, 58 Boulevard Charles Livon, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 200 054 807, représentée par sa Présidente Madame Martine VASSAL ou ses représentants.

Toutes les clauses de la convention initiale à effet du 17 juillet 2015 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires à celles visées dans le présent avenant.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020**

## Décision n° 20/168/D

### **Convention de mise à disposition pour l'installation d'un poste électrique ENEDIS - rue Félix Pyat**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée B0095 située 0143 rue Félix Pyat, 13003 Marseille ;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS a sollicité l'établissement d'une convention de mise à disposition afin d'installer un poste de transformation électrique et tous ces accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité sur une partie de cette parcelle ;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS procédera à tous les travaux nécessaires et se chargera en tant que concessionnaire de l'entretien et au renouvellement de ces appareils ;
- Qu'il conviendra de délibérer par la suite pour approuver la convention de servitude ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2020

- Que la convention de mise à disposition prendra effet à la date de sa signature et sera conclue pour la durée des ouvrages.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée B0095 située rue 0143 rue Félix Pyat au profit d'ENEDIS afin de permettre l'installation d'un poste de transformation électrique et de son entretien pendant la durée de vie des ouvrages.

### **Article 2 :**

ENEDIS versera une indemnité unique et forfaitaire de 100 euros, en contrepartie des droits qui lui sont concédés.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : : sous-section politique A130 – nature 752 – fonction 020 chapitre 11.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/169/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un local commercial de 56m<sup>2</sup>, situé 10 rue Gambetta appartenant à M. Papachristou Dimitri et M. Papachristou Emmanuel**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du Conseil municipal de Martigues instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 13 Janvier 2020 enregistrée sous le n° IA 013 056 20 M 0027 portant aliénation d'un lot de copropriété constitué d'un local commercial d'une superficie au sol de 56m<sup>2</sup>, sise 10 rue Gambetta, cadastré AE 533, appartenant aux consorts Papachristou, au prix de vente de 80 000 euros.



## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence plan local d'urbanisme depuis le 1er janvier 2018 ;
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues composé d'un lot de copropriété constitué d'un local commercial d'une superficie au sol de 56m<sup>2</sup>, sise 10 rue Gambetta, classée en zone UAa du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais doit permettre la poursuite de la politique d'intérêt communal d'accueil d'activité commerciale en centre-ville.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un lot de copropriété constitué d'un local commercial d'une superficie de 56m<sup>2</sup>, sise 10 rue Gambetta, cadastré AE 533, appartenant aux conjoints Papachristou – Papachristou Dimitri, Papachristou Emmanuel.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2020**

**Décision n° 20/170/D**

## **Convention de mise à disposition de locaux - Boulevard Lakanal à Aubagne**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en matière d'enseignement supérieur ;
- Que la Ville de Aubagne est propriétaire du bien sis 24 Bd Lakanal, parcelle AH36 13400 Aubagne ;
- Que dans le cadre du relogement de la filière STAPS de Aix Marseille Université, les locaux doivent être rénovés et aménagés ;
- Que dans le cadre de sa compétence, la Métropole va effectuer les travaux ;
- Qu'il est nécessaire que la Ville d'Aubagne mette à la disposition de la Métropole les locaux le temps des travaux ;
- Qu'il est proposé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux situés 24 bd Lakanal à Aubagne, avec la Ville d'Aubagne qui prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2020.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/171/D

### Décision modificative de la régie d'avances Cartes Grises

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix- Marseille Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/741/D du 11 janvier 2018 relative à la création de la régie ;
- La décision modificative n°19/320/D du 29 mai 2019 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 18 février 2020.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la Régie d'avances Cartes Grises a été créée pour permettre l'achat de document administratif en ligne ;
- Que le Territoire Marseille Provence a besoin de régler en ligne ou par chèque des documents administratifs ;
- Qu'il convient de modifier le nom de la régie, d'ajouter comme moyen de paiement les chèques et permettre le paiement de documents administratifs.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Il a été institué par décision n°17/741/D une régie d'avances pour l'achat de cartes grises ouverte auprès de la Direction des Moyens Généraux Logistique ;

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2020, cette régie se nommera Régie d'avances pour l'achat de Cartes Grises et documents administratifs et sera ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les dépenses occasionnées par la régie d'avances pour l'achat de cartes grises et documents administratifs concernent :

- Les cartes grises
- Les documents administratifs à régler auprès des administrations

Les dépenses de la régie s'impacteront sur le budget principal en fonction de nature des dépenses.

### **Article 2 :**

Cette régie est installée dans les locaux de :

La Direction des Moyens Généraux Logistique  
Tour la Marseillaise  
2 bis, Boulevard Euromed – Quai d'arenc  
13002 Marseille

### **Article 3 :**

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par :

- Carte bancaire
- Chèques

### **Article 4 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 10 000 euros.

**Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire. Le régisseur pourra disposer d'un chéquier afin de retirer des fonds au guichet.

**Article 6 :**

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202079546 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie d'avances achats Carte Grise auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

**Article 7 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

**Article 8 :**

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence, selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :**

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2020**

## Décision n° 20/172/D

### **Création d'une régie de recettes de vente de composteurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile- CT4**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 018-62836 /17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du schéma métropolitain de gestion des déchets ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 26 novembre 2019.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la gestion de proximité des bio-déchets, en particulier par l'offre de solutions de compostage individuel est un des axes principaux en termes de valorisation matière et organique du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, approuvé par délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 ;
- Que cette action contribue à la réduction des déchets à la source et à l'atteinte des objectifs fixés notamment par l'article L.541-1, I, 4° du Code de l'Environnement ;
- Qu'il convient de créer une régie de recette pour la vente des composteurs individuels ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'instituer auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour la vente des composteurs individuels sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de L'Etoile ;

Les recettes de la régie s'impacteront sur le budget annexe Déchets du Pays d'Aubagne et de L'Etoile ;

### **Article 2 :**

La régie est installée Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de L'Etoile au 140 Avenue du Millet- ZI les Paluds, à Aubagne (13400) ;

### **Article 3 :**

La régie encaisse les recettes provenant de la participation financière des habitants du Territoire du Pays d'Aubagne et de L'Etoile pour l'acquisition de composteurs individuels ;

### **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques bancaires
- Par carte bancaire via le site internet

Pour lesquelles une quittance est délivrée contre les chèques et un mail faisant office d'un bon de retrait pour mise à disposition du composteur individuel ;

### **Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom de la régie de recettes pour la vente des composteurs individuels auprès du Comptable Public Assignataire ;

### **Article 6 :**

L'intervention de mandataire a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination ;

### **Article 7 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1000 euros ;



**Article 8 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7 ;

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois ;

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire est non assujetti à un cautionnement au vu de la réglementation en vigueur ;

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

**Article 12 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la Régie, selon la réglementation en vigueur ;

**Article 13 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/173/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'un bien immobilier située 168 rue du Dirigeable à Aubagne appartenant à la Société Sud Service Location**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 3-221116 du 22 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne, instituant le droit de préemption sur la commune d'Aubagne ;
- La convention tripartite du 29 décembre 2015, conclue entre la commune d'Aubagne, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur (EPF PACA), portant sur la requalification de la Zone d'Activités des Paluds ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aubagne le 12 décembre 2019 enregistrée sous le numéro 528/2019 portant aliénation d'un terrain de 5 606 m² avec local industriel, cadastré CV388, sis 168 rue du Dirigeable, appartenant à la Société Sud Service Location.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de Métropole du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune d'Aubagne soit un terrain de 5 606 m<sup>2</sup> avec local industriel, sur la parcelle cadastrée section CV numéro 388, classées en zone UEp du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 22 novembre 2016, situé dans la Zone d'Activités des Paluds reconnue comme secteur à enjeux économiques ;
- En effet, l'acquisition de la parcelle cadastrée section CV numéro 388, soit un terrain avec local industriel, permettrait en adéquation avec la convention d'intervention foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, la préservation d'espaces dédiés à l'économie productive.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée CV388, pour 5 606 m<sup>2</sup>, sise 168 Rue du Dirigeable et appartenant à la Société Sud Service Location.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 20 Février 2020**

## Décision n° 20/174/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Halima Saf

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905319-5 déposée le 14 juin 2019 par Madame Halima Saf demandant l'annulation de la décision du 31 mai 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole , lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles , 34000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2020**

## Décision n° 20/175/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Anne-Marie Gabriel

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1908664-5 déposée le 9 octobre 2019 , par Madame Anne-Marie Gabriel demandant l'annulation de la décision du 8 février 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles , 34000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/176/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement SCP D'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat CGT et autres

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé liberté n°2000737-11 déposée en date du 28 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille , par le syndicat CGT et autres demandant de reconnaître l'atteinte manifestement grave et illégale à l'exercice du droit de grève.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres dont le mandataire est la SCP d'AVOCATS VEDESI, domiciliée, 28 rue d'Enghien, 69002 Lyon.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/177/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Charles Valentin**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n°1804277-9 du 13 janvier 2020 annulant l'arrêté du 11 mai 2018 par lequel le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a infligé à Monsieur Charles Valentin une sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonctions d'une journée et enjoignant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous réserve que ladite sanction disciplinaire ait été effectivement exécutée, de rétablir Monsieur Charles Valentin dans ses droits à traitement et sociaux.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/178/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Luc Boyer dans le cadre d'une demande d'octroi d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909195-1 déposée devant le Tribunal Administratif du 30 octobre 2019 contre une décision implicite de rejet de la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire droit au recours gracieux du 1<sup>er</sup> juillet 2019 sollicitant la demande d'octroi d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) et le retrait de la décision du 6 mai 2019 portant arrêté de mise en congé de longue maladie et plaçant Monsieur Jean-Luc Boyer en congé de longue maladie pour une période d'un an.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SCP d'avocats Vedesi domiciliée, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus au groupement SINDRES/VEDESI pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227 en dépenses de fonctionnement au chapitre 011.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/179/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Vautubière**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête de la Société SMA Vautubière enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 28 novembre 2019 (dossier TA n° 1910095-3) aux fins d'annulation du titre exécutoire n° 19/000057 du 4 octobre 2019 à l'encontre de la société SMA Vautubière pour un montant de 1 326 000 euros TTC .

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1910095-3 et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller, 14 rue Edmond Rostand – 13 006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/180/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Mohamed Chelbab

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1804949-5 déposée le 25 juin 2018 par Monsieur Mohamed Chelbab demandant l'annulation de la décision du 12 juin 2018 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles , 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/181/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Achata Soudjay

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1902201-5 déposée au Tribunal administratif, le 12 mars 2019 par Madame Achata Soudjay demandant l'annulation de la décision du 10 janvier 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/182/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Sonia Missaoui

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1907712-5 déposée au Tribunal Administratif , le 11 septembre 2019 , par Madame Sonia Missaoui , demandant l'annulation de la décision du 6 septembre 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole , lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative , la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/183/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Salim Djerari**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n°1709081-9 du 16 décembre 2019 annulant d'une part la décision du 30 juin 2017 par laquelle le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a refusé à Monsieur Salim Djerari le bénéfice de la protection fonctionnelle dans le cadre de l'agression dont il a été victime le 15 décembre 2016 ainsi que la décision du 14 septembre 2017 rejetant son recours gracieux et, d'autre part, enjoignant à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder à Monsieur Salim Djerari la protection fonctionnelle ;

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet LEONARDI CATSICALIS PELTIER, 15 avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet LEONARDI CATSICALIS PELTIER pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/184/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Eiffage Clévia

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête en référé n°1908928-3 déposée le 21 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la société Eiffage Clévia contre la décision de la Métropole du 11 octobre 2019 rejetant son offre dans le cadre de la consultation n°71180469 - Travaux d'aménagement ,de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Lot 12.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée , 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/185/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Morin TP**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête en référé n°1908970-3 déposée le 22 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la société Morin TP contre la décision de la Métropole du 11 octobre 2019 rejetant son offre dans le cadre de la consultation n°71180469 - Travaux d'aménagement ,de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Lot 21.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée , 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/186/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Alpha Cloture

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête en référé n°1908872-3 déposée le 18 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la société Alpha Cloture contre la décision de la Métropole du 11 octobre 2019 rejetant son offre dans le cadre de la consultation n°71180469 - Travaux d'aménagement ,de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Lot 9,10,19 et 20.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/187/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Services Location Vente Réparation**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête en référé n°1908870-3 déposée le 17 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la société Service Location Vente Réparation contre la décision de la Métropole du 11 octobre 2019 rejetant son offre dans le cadre de la consultation n°71180469 – Travaux d'aménagement, de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Lot 1 et 2.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/188/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Vincent Couffon

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1908978-5 déposée au Tribunal Administratif, le 16 octobre 2019, demandant l'annulation de la décision du 26 septembre 2019 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole , lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/189/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Anthony Martin

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1900556-5 déposée au Tribunal Administratif, le 15 janvier 2019 par Monsieur Anthony Martin demandant l'annulation de la décision du 8 novembre 2018 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative , la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/190/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Guillaume Berges

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1906942-5 déposée au Tribunal Administratif, le 5 août 2019 par Monsieur Guillaume Berges demandant l'annulation de la décision du 1er février 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative , la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/191/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Valérie Walther

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1906943-5 déposée au Tribunal Administratif, le 5 août 2019 par Madame Valérie Walther demandant l'annulation de la décision du 1er février 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/192/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la Selarl Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Inam Khan

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1905023-5 déposée au Tribunal Administratif, le 3 juin 2019 par Monsieur Inam Khan demandant l'annulation de la décision du 27 mai 2019 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selarl Parme Avocats domiciliée au 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la Selarl Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérent à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative , la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/193/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Laeticia Petit

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1805675-5 déposée le 17 juillet 2018 par Madame Laeticia Petit demandant l'annulation de la décision du 9 mai 2018 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/194/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Vanessa Prieux

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1802314-5 déposée le 23 mars 2018 par Madame Vanessa Prieux demandant l'annulation de la décision du 14 février 2018 notifiée par la Caisse d'Allocations Familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/195/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet Charrel & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Générale d'Espaces Verts (SOGEV)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête enregistrée sous le n° 20MA00225 au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 20 janvier 2020 présentée par la société SOGEV qui demande à la Cour d'annuler le jugement n° 1705031 du 26 novembre 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a condamné la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme de 9 500 euros hors taxes au titre de la préparation des travaux relative au marché d'aménagement de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence Minimes / Galice phase 2 – lot n°1 VRD conclu le 19 novembre 2015, ainsi que la somme de 2 000 euros en application de l'article L.761-1 du Code de Justice Administrative, en ce qu'il a rejeté le surplus de ses conclusions tendant à l'annulation de la décision implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence rejetant sa demande indemnitaire du 31 mars 2017 et la condamnation de celle-ci à lui verser la somme de 590 847 euros hors taxes en réparation du préjudice subi du fait de la résiliation du marché.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Charrel et Associés.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus au pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/196/D

**Autorisation d'occupation temporaire du terrain sis parc en enclos du Rouet à Carry le Rouet avenue Blanche Calvet, occupation temporaire qui se déroulera à compter du 1er février 2020 pour une durée de 12 ans.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du parc en enclos du Rouet relevant de son domaine public ;
- Que la Métropole peut autoriser l'occupation temporaire de 70 places de stationnement au sein de ce parc en enclos ;
- Que cette autorisation temporaire d'occupation revêt un caractère précaire et révoquant ;
- Que la commune de Carry-le-Rouet, est autorisée à occuper le terrain sis parc en enclos du Rouet – Carry-le-Rouet – avenue Blanche Calvet ;
- Que cette autorisation est accordée à compter du 1er février 2020 pour une durée de 12 ans.



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la convention d'occupation temporaire de 70 places de stationnement au sein du parc en enclos du Rouet – Carry le Rouet à compter du 1er février 2020 pour une durée de 12 ans.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 février 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2020**

ACTE REÇU LE

20 / 197 / D

26 FEV. 2020

PREFECTURE  
 DES BOUCHES-DU-RHON

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :  
 2019130550006

N° SIREN du maître d'ouvrage  
 662620079

Famille d'organisme  
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
 GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
 20191305500215  
 Nature de l'opération  
 Neuf  
 Commune (Insee)  
 84089 Pertuis

Nature des logements  
 Logements ordinaires  
 Type de bénéficiaire  
 Ménages  
 Zone de prix  
 Zonage "123" : Zone 3  
 Zonage "ABC" : Zone B

Exercice  
 2019

Opération :  
 Pertuis - chemin St Colomé  
 Chemin de Saint-Colomé  
 84120 Pertuis

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 11 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

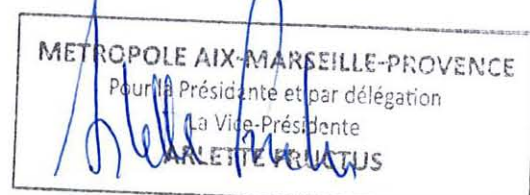
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	4,60%
Subvention EPCI	76 014,00	7,13%
Autres	59 429,00	5,58%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>184 443,00</b>	<b>17,30%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	314 338,00	29,49%
Prêt CDC logement	567 089,00	53,20%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>881 427,00</b>	<b>82,70%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 065 870,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	75 180,00	5,55%
Autres	75 571,00	5,58%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>150 751,00</b>	<b>11,12%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	399 714,00	29,49%
Prêt CDC logement	804 905,00	59,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 204 619,00</b>	<b>88,88%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 355 370,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	135 000,00	5,58%
Subvention Etat	49 000,00	2,02%
Subvention EPCI	151 194,00	6,24%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>335 194,00</b>	<b>13,84%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 371 994,00	56,66%
Prêt CDC foncier	714 052,00	29,49%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 086 046,00</b>	<b>86,16%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 421 240,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 421 240,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 573 364,33 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	537,00 m <sup>2</sup>
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	537,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	880 742,88 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
<hr/>		
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	5	422,30 m <sup>2</sup>
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	422,30 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	692 621,45 €
Taux de subvention	:	7,07 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	959,30 m <sup>2</sup>
Assiette : 1 573 364,33 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,11 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	732 860,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 272 032,00 €
Prestations intellectuelles et frais	198 998,00 €
Prix de revient H.T.	2 203 890,00 €
Montant de la TVA	217 350,00 €
Prix de revient TTC	2 421 240,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 523,97 €/m <sup>2</sup>

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

ACTE REÇU LE  
26 FEV. 2020  
PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE  
DECISION DE FINANCEMENT

20 / 19 8 / 0

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :  
2019130550284

N° SIREN du maître d'ouvrage  
662620079

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
20191305500214  
Nature de l'opération  
Neuf  
Commune (Insee)  
84089 Pertuis

Nature des logements  
Logements ordinaires  
Type de bénéficiaire  
Ménages  
Zone de prix  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice  
2019

Opération : Pertuis - chemin St Colomé\_PLS  
Chemin de Saint-Colomé  
84120 Pertuis

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

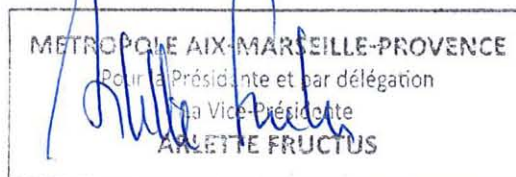
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	18 795,00	2,77%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>18 795,00</b>	<b>2,77%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	199 857,00	29,49%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	289 566,00	42,73%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>489 423,00</b>	<b>72,23%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	169 414,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>169 414,00</b>	<b>25,00%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>677 632,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>677 632,00</b>		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	3	268,50 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>3</b>	<b>268,50 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	268,50 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

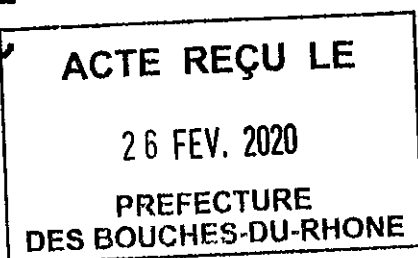
## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	205 113,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	356 031,00 €
Prestations intellectuelles et frais	55 658,00 €
Prix de revient H.T.	616 802,00 €
Montant de la TVA	60 830,00 €
Prix de revient TTC	677 632,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 523,77 €/m²



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



**20 / 199 / D**

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550007

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500231

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13053 Mallemort

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "I23" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

**Opération :**  
Mallemort - Chemin de Lambesc  
Port Royal Nord  
Chemin de Lambesc  
13370 Mallemort

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 10 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	278 152,00	25,12%
Prêt CDC logement	829 028,00	74,88%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 107 180,00	100,00%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 107 180,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	5,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	39 200,00	5,04%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	185 435,00	23,86%
Prêt CDC logement	552 685,00	71,10%
<b>Sous-total Prêts</b>	738 120,00	94,96%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	777 320,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	2,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	39 200,00	2,08%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 381 713,00	73,32%
Prêt CDC foncier	463 587,00	24,60%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 845 300,00	97,92%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 884 500,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 884 500,00	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 523 884,55 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »	6	526,86 m²
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	526,86 m²
Assiette *	:	914 330,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	351,24 m²
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	351,24 m²
Assiette *	:	609 553,82 €
Taux de subvention	:	6,43 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	878,10 m²
Assiette : 1 523 884,55 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,57 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	506 484,30 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 181 797,70 €
Prestations intellectuelles et frais	22 516,00 €
Prix de revient H.T.	1 710 798,00 €
Montant de la TVA	173 702,00 €
Prix de revient TTC	1 884 500,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 146,11 €/m²

#### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**ACTE REÇU LE 20 / 2000 / D**  
**26 FEV. 2020**  
**PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DECISION DE FINANCEMENT  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550289

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500230

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13053 Mallemort

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

**Opération :** Mallemort - Chemin de Lambesc\_PLS  
Port Royal Nord  
Chemin de Lambesc  
13370 Mallemort

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	139 076,00	24,60%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	284 936,00	50,40%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	424 012,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	141 338,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	141 338,00	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	565 350,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	565 350,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	3	263,43 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>3</b>	<b>263,43 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	263,43 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

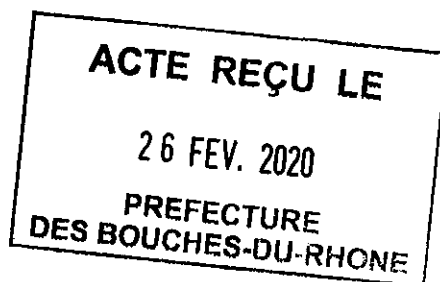
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	151 945,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	354 538,80 €
Prestations intellectuelles et frais	6 755,00 €
Prix de revient H.T.	513 239,00 €
Montant de la TVA	52 111,00 €
Prix de revient TTC	565 350,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 146,11 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL



Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 201 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550251

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500229  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13071 Les Pennes-Mirabeau

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** PENNES MIRABEAU\_Les jardins du pas  
CHEMIN DU PAS DE LA MUE  
13170 Les Pennes-Mirabeau

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

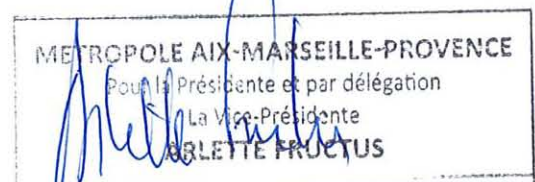
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 490,00	5,65%
Subvention Commune	50 000,00	11,54%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>74 490,00</b>	<b>17,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Autres	125 608,00	28,98%
Prêt CDC logement	5 521,00	1,27%
Prêts Autres	45 000,00	10,38%
1%.	87 500,00	20,19%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>263 629,00</b>	<b>60,83%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	95 251,50	21,98%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>95 251,50</b>	<b>21,98%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>433 370,50</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	7,00%
Subvention EPCI	31 487,00	7,50%
Subvention Commune	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>60 887,00</b>	<b>14,50%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Autres	125 608,00	29,92%
Prêt CDC logement	5 521,00	1,32%
Prêts Autres	45 000,00	10,72%
1%.	87 500,00	20,84%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>263 629,00</b>	<b>62,80%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	95 251,50	22,69%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>95 251,50</b>	<b>22,69%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>419 767,50</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	50 000,00	5,86%
Subvention Etat	29 400,00	3,45%
Subvention EPCI	55 977,00	6,56%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>135 377,00</b>	<b>15,87%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	11 042,00	1,29%

Prêts Autres	90 000,00	10,55%
1%.	175 000,00	20,51%
Autres	251 216,00	29,45%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>527 258,00</b>	<b>61,80%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	190 503,00	22,33%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>190 503,00</b>	<b>22,33%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>853 138,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>853 138,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 550 534,96 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	3	166,60 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>3</b>	<b>166,60 m²</b>
Assiette *	:	275 267,48 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	3	166,60 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>3</b>	<b>166,60 m²</b>
Assiette *	:	275 267,48 €
Taux de subvention	:	10,68 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	333,20 m²
Assiette : 550 534,96 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	5,34 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

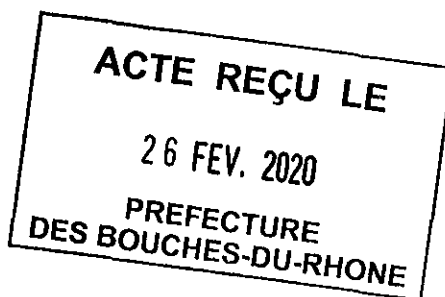
<b>SUBVENTION</b> :	<b>29 400,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	272 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	388 571,00 €
Prestations intellectuelles et frais	116 571,00 €
Prix de revient H.T.	777 142,00 €
Montant de la TVA	75 996,00 €
Prix de revient TTC	853 138,00 €
Décision No : 20191305500229	Page : 4/5

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20/202/D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550287

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500228

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13071 Les Pennes-Mirabeau

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** PENNES MIRABEAU\_Les jardins du pas\_PLS  
CHEMIN DU PAS DE LA MUE  
13170 Les Pennes-Mirabeau

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

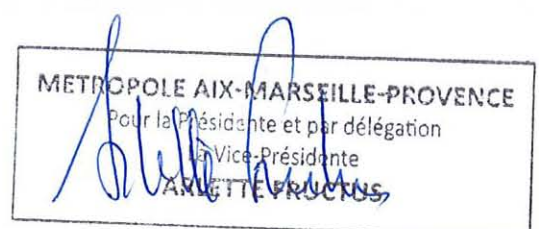
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	4 639,00	2,70%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>4 639,00</b>	<b>2,70%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	58 545,00	34,06%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	36 006,00	20,94%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	18 125,00	10,54%	1,86%
Prêts Autres	15 000,00	8,73%	
1%.	22 000,00	12,80%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>149 676,00</b>	<b>87,07%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	17 596,00	10,24%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>17 596,00</b>	<b>10,24%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>171 911,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>171 911,00</b>		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

62,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

1

62,70 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

62,70 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

55 165,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

78 807,00 €

Prestations intellectuelles et frais

23 642,00 €

Prix de revient H.T.

157 614,00 €

Montant de la TVA

14 297,00 €

Décision No : 20191305500228

Page : 3/4

Prix de revient TTC

171 911,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 741,80 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

ACTE REÇU LE  
26 FEV. 2020  
PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

20 / 203 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2018130550031

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
061800140

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT

26 r colbert  
10 Rue Sainte-Barbe

13002 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500271  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** 49/51 RUE DU PETIT ST JEAN  
REHABILITATION COMPLETE 9 LOGTS PLUS  
49 51 rue du Petit Saint Jean  
13001 Marseille - 1er arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT (n° SIREN : 061800140).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 82 673,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	82 673,00	7,22%
Ville de Marseille	45 000,00	3,93%
Subvention EPCI	180 000,00	15,73%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>307 673,00</b>	<b>26,88%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	95 187,00	8,32%
Prêt CDC logement	615 598,00	53,78%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>710 785,00</b>	<b>62,10%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	126 127,00	11,02%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>126 127,00</b>	<b>11,02%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 144 585,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 144 585,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 718 897,41 €**

Aide : **PLUS**

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements

9

Surface utile

377,16 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

9

377,16 m²

Assiette *	:	718 897,41 €
Taux de subvention	:	11,50 %
SUBVENTION	:	82 673,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	377,16 m²
Assiette : 718 897,41 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>82 673,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	11,50 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 82 673,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	150 800,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	815 116,00 €
Prestations intellectuelles et frais	87 595,56 €
Prix de revient H.T.	1 053 511,56 €

Montant de la TVA	91 073,44 €
Prix de revient TTC	1 144 585,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	3 034,75 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

ACTE REÇU LE

26 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

20 / 204 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550212

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500276

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13202 Marseille - 2e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** Desbief  
rue Forbin Hozier  
13002 Marseille - 2e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 19 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE


le : 24 FEV. 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Pour la Présidente et par délégation

La Vice-Présidente

ASSETTE SECTUS





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	1 634 332,00	51,00%	1,86%
Prêts Autres	769 097,00	24,00%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 403 429,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	801 143,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	801 143,00	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 204 572,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 204 572,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

19

1 122,74 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

19

1 122,74 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19

Surface utile :

1 122,74 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	985 545,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 872 319,00 €
Prestations intellectuelles et frais	46 486,00 €
Prix de revient H.T.	2 904 350,00 €
Montant de la TVA	300 222,00 €
Prix de revient TTC	3 204 572,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 854,24 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20191305500276

Page : 3/4

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

ACTE REÇU LE  
26 FEV. 2020  
PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

20 / 205 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550213

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500277

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13202 Marseille - 2e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Desbieff ULS  
18 PLS  
rue Forbin Hozier  
13002 Marseille - 2e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 18 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	633 927,00	51,00%	1,86%
Prêts Autres	609 067,00	49,00%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 242 994,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 242 994,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 242 994,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 136,89 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	18	1 136,89 m²
--	----	-------------

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 136,89 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION</b> :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

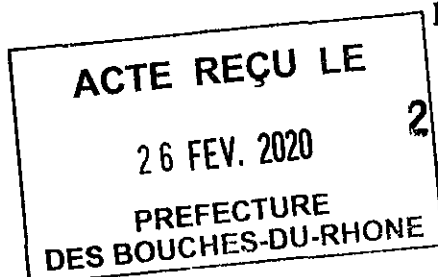
**SUBVENTION** : 0,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	376 607,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	721 572,30 €
Prestations intellectuelles et frais	30 692,00 €
Prix de revient H.T.	1 128 872,00 €
Montant de la TVA	114 122,00 €
Prix de revient TTC	1 242 994,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 093,33 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 206 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550270

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500262

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13071 Les Pennes-Mirabeau

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** 1233-Sainte Elisabeth - 10 PLS- PENNES MIRABEAU  
Construction de 10 logements PLS  
1 Chemin des Fraises  
13170 Les Pennes-Mirabeau

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

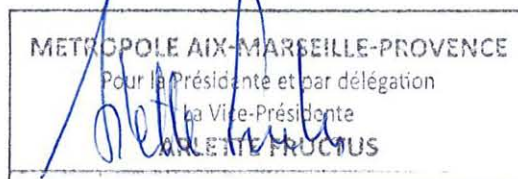
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	36 081,00	2,15%	
<b>Sous-total Subventions</b>	36 081,00	2,15%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	416 346,00	24,82%	1,86%
CDC foncier PLS	506 371,00	30,18%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	267 103,00	15,92%	1,86%
Prêts Autres	150 000,00	8,94%	
1%.	44 000,00	2,62%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 383 820,00	82,48%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	257 766,00	15,36%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	257 766,00	15,36%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 677 667,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 677 667,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

524,65 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

10

524,65 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile :

524,65 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

470 455,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

926 965,00 €

Prestations intellectuelles et frais

127 732,00 €

Prix de revient H.T.

1 525 152,00 €

Montant de la TVA

152 515,00 €

Décision No : 20191305500262

Page : 3/4

Prix de revient TTC

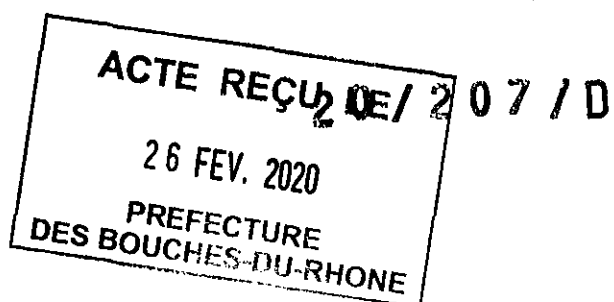
1 677 667,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

3 197,69 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550242

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500263

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13071 Les Pennes-Mirabeau

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
<p><b>Date de la décision favorable</b> 16/01/2018</p> <p><b>N° de la décision favorable</b> 20171305500312</p> <p><b>Exercice</b> 2017</p>	<p>ECOLE SAINTE ELISABETH - PLS</p> <p>29 che des fraises</p> <p>13170 Les Pennes-Mirabeau</p>

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de demande d'annulation du 07/11/2019 adressé par le bailleur Logirem, en raison d'une évolution du projet (réalisation de deux logements supplémentaires),

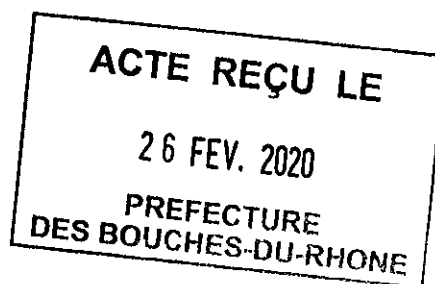
**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. LOGIREM (n°SIREN : 060804770).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 045 771,00 €  
dont 1 045 771,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 8 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Les Pennes-Mirabeau.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020





20 / 208 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2018130550053

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500275

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13059 Meyrargues

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** Le Moulin  
Chemin du Moulin  
13650 Meyrargues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 12 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

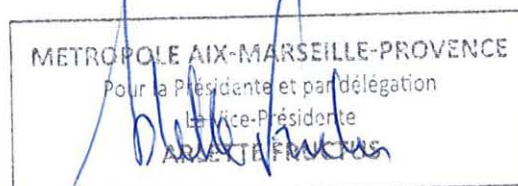
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	5,05%
Subvention EPCI	56 570,00	7,28%
Subvention Région	9 333,00	1,20%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>105 103,00</b>	<b>13,53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	202 724,00	26,10%
Prêt CDC logement	335 550,00	43,20%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>538 274,00</b>	<b>69,30%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	133 333,00	17,17%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>133 333,00</b>	<b>17,17%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>776 710,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	83 614,00	6,01%
Subvention Région	18 667,00	1,34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>102 281,00</b>	<b>7,35%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	385 244,00	27,68%
Prêt CDC logement	637 661,00	45,81%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 022 905,00</b>	<b>73,49%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	266 667,00	19,16%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>266 667,00</b>	<b>19,16%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 391 853,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	1,81%
Subvention EPCI	140 184,00	6,46%
Subvention Région	28 000,00	1,29%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>207 384,00</b>	<b>9,56%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	973 211,00	44,88%
Prêt CDC foncier	587 968,00	27,11%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 561 179,00</b>	<b>71,99%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	400 000,00	18,45%

Sous-total Fonds Propres	400 000,00	18,45%
Total du Financement (I + II + III)	2 168 563,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 168 563,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 546 737,50 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	8	553,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	553,00 m²
Assiette *	:	1 013 442,94 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	291,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	291,00 m²
Assiette *	:	533 294,56 €
Taux de subvention	:	7,35 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	844,00 m²
Assiette : 1 546 737,50 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,53 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

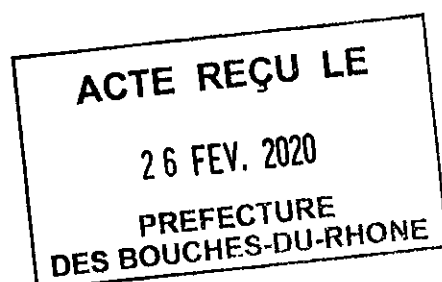
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	591 038,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 192 106,00 €
Prestations intellectuelles et frais	188 277,00 €
Prix de revient H.T.	1 971 421,00 €
Montant de la TVA	197 142,00 €
Prix de revient TTC	2 168 563,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 569,39 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20/209/D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550207

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552094476

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CROIX ROUGE HABITAT

59 RUE DE PROVENCE

75009 PARIS

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500278  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**  
Pensions de famille (Maisons relais)  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** CROIX-ROUGE\_Pension de famille Pagnol  
25 avenue Marcel Pagnol  
13090 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : CROIX ROUGE HABITAT (n° SIREN : 552094476).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 235 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
La Vice-Présidente  
ARLETTE PROCTUS

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	235 200,00	8,15%
Subvention EPCI	97 335,00	3,37%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>332 535,00</b>	<b>11,52%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	474 200,00	16,43%
Prêt CDC logement	1 879 265,00	65,12%
1%.	200 000,00	6,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 553 465,00</b>	<b>88,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 886 000,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 886 000,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 785 717,47 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	515,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	24	515,00 m²
Assiette *	:	1 785 717,47 €
Taux de subvention	:	13,17 %
SUBVENTION	:	235 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	515,00 m²
Assiette : 1 785 717,47 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>235 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,17 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 235 200,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	551 185,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 617 251,00 €
Prestations intellectuelles et frais	527 109,00 €
Prix de revient H.T.	2 695 545,00 €
Montant de la TVA	190 455,00 €

Prix de revient TTC	2 886 000,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	5 603,88 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 210 / D \_

ACTE REÇU LE

05 FEV. 2020

PRÉFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DECISION DE FINANCEMENT**

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550279

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

475680815

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500224

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13019 Cabriès

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

LES MOULIERES DE PAGNOL - PLS

AVENUE MARCEL PAGNOL

13480 Cabriès

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

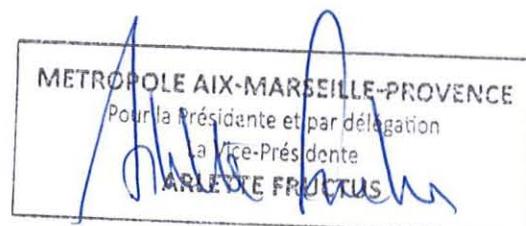
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 7 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 7 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	38 073,00	2,71%	
<b>Sous-total Subventions</b>	38 073,00	2,71%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Prêt CDC logement	749 010,00	53,23%	1,86%
CDC foncier PLS	479 082,00	34,05%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 228 092,00	87,28%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	140 972,00	10,02%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	140 972,00	10,02%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 407 137,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 407 137,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

7

518,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

7

518,00 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Surface utile :

518,00 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

0,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

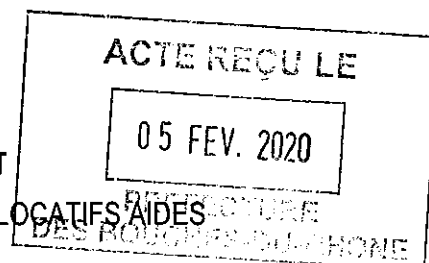
Charge foncière H.T.	434 725,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	807 348,10 €
Prestations intellectuelles et frais	37 142,00 €
Prix de revient H.T.	1 279 216,00 €
Montant de la TVA	127 921,00 €
Prix de revient TTC	1 407 137,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 716,48 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 211 / D \_



**DECISION DE FINANCEMENT  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550205

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
475680815

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès  
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500223

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13019 Cabriès

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** LES MOULIERES DE PAGNOL  
AVENUE MARCEL PAGNOL  
13480 Cabriès

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 13 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

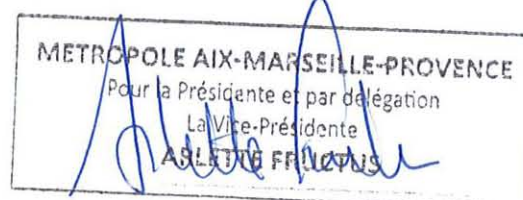
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	5,59%
Subvention EPCI	153 300,00	17,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	202 300,00	23,08%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	346 604,00	39,54%
Prêt CDC foncier	227 004,00	25,90%
<b>Sous-total Prêts</b>	573 608,00	65,43%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	100 719,00	11,49%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	100 719,00	11,49%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	876 627,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	962 176,00	55,23%
Prêt CDC foncier	618 730,00	35,52%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 580 906,00	90,75%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	161 150,00	9,25%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	161 150,00	9,25%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 742 056,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	1,87%
Subvention EPCI	153 300,00	5,85%
<b>Sous-total Subventions</b>	202 300,00	7,73%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 308 780,00	49,98%
Prêt CDC foncier	845 734,00	32,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 154 514,00	82,27%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	261 869,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	261 869,00	10,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 618 683,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 618 683,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 746 073,41 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	8	688,00 m <sup>2</sup>

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	688,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	1 246 160,28 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	5	276,00 m <sup>2</sup>

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	276,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	499 913,13 €
Taux de subvention	:	9,80 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	964,00 m <sup>2</sup>
Assiette : 1 746 073,41 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,81 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	49 000,00 €
--------------	-------------

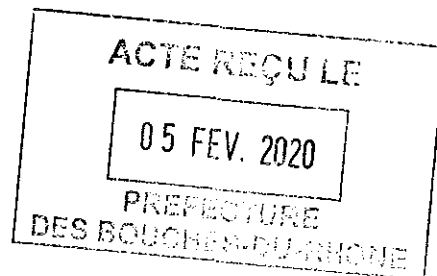
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	809 026,75 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 502 478,25 €
Prestations intellectuelles et frais	69 116,00 €
Prix de revient H.T.	2 380 621,00 €
Montant de la TVA	238 062,00 €
Prix de revient TTC	2 618 683,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 716,48 €/m <sup>2</sup>

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 2 1 2 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550127

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
314046004

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE  
LOGIS MEDITERRANEE  
RESIDENCE HYDE PARK  
180 AVENUE CANTINI CS 80006  
MARSEILLE CEDEX 08  
  
13295 Marseille CEDEX 8

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500249

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13031 La Destrousse

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** COTE MOULIN La DESTROUSSE - PLS  
5 PLS  
RD 96 - Lieu Dit La verrerie  
13112 La Destrousse

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	351 363,19	48,91%	1,86%
CDC foncier PLS	238 769,01	33,23%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	590 132,20	82,14%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	128 299,00	17,86%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	128 299,00	17,86%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	718 431,20	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	718 431,20		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

287,72 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

287,72 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

287,72 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	199 674,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	444 774,00 €
Prestations intellectuelles et frais	8 671,00 €
Prix de revient H.T.	653 119,00 €
Montant de la TVA	65 312,20 €
Prix de revient TTC	718 431,20 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 496,98 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20/213/D



**DECISION DE FINANCEMENT**

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550116

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

314046004

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500236

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13215 Marseille - 15e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** LES FABRIQUES 56 PLUS PLA1 13015 MARSEILLE  
RUE DE LYON  
13015 Marseille - 15e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 53 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 53 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 36 logements PLUS

- 17 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 166 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

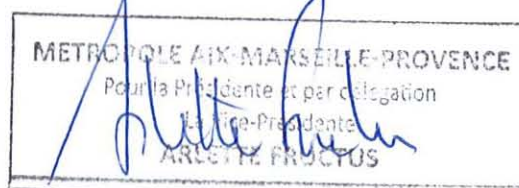
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	166 600,00	6,19%
Subvention EPCI	51 000,00	1,90%
Ville de Marseille	17 000,00	0,63%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>234 600,00</b>	<b>8,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 030 787,26	38,31%
Prêt CDC foncier	1 012 707,67	37,64%
Prêts PEEC	154 000,00	5,72%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 197 494,93</b>	<b>81,68%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	258 400,00	9,60%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>258 400,00</b>	<b>9,60%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 690 494,93</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	36 000,00	0,59%
Ville de Marseille	36 000,00	0,59%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>72 000,00</b>	<b>1,18%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 936 348,63	48,10%
Prêt CDC foncier	2 190 657,37	35,88%
Prêts PEEC	330 000,00	5,41%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>5 457 006,00</b>	<b>89,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	576 000,00	9,43%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>576 000,00</b>	<b>9,43%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>6 105 006,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Ville de Marseille	53 000,00	0,60%
Subvention Etat	166 600,00	1,89%
Subvention EPCI	87 000,00	0,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>306 600,00</b>	<b>3,49%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 967 135,89	45,10%
Prêt CDC foncier	3 203 365,04	36,42%
Prêts PEEC	484 000,00	5,50%

<b>Sous-total Prêts</b>	7 654 500,93	87,03%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	834 400,00	9,49%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	834 400,00	9,49%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	8 795 500,93	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	8 795 500,93	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 6 486 990,67 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	36	2 436,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	36	2 436,40 m²
Assiette *	:	4 436 215,25 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 126,30 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	17	1 126,30 m²
Assiette *	:	2 050 775,42 €
Taux de subvention	:	8,12 %
SUBVENTION	:	166 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 53	Surface utile :	3 562,70 m²
Assiette : 6 486 990,67 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>166 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,57 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>166 600,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 387 309,82 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 344 187,59 €
Prestations intellectuelles et frais	368 740,20 €
Prix de revient H.T.	8 100 237,61 €
Montant de la TVA	695 263,32 €
Prix de revient TTC	8 795 500,93 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 468,77 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES



**Numéro d'opération :**

2019130550115

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

314046004

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500253

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13215 Marseille - 15e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** LES FABRIQUES 53 PLS 13015 MARSEILLE  
VEFA LINKCITY  
RUE ALLARD  
13015 Marseille - 15e arrondissement



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 53 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 53 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 53 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 747 351,00	100,00%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	4 747 351,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 747 351,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	4 747 351,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements

53

Surface utile

3 747,76 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

53

3 747,76 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 53

Surface utile :

3 747,76 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 148 859,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 680 671,00 €
Prestations intellectuelles et frais	486 243,64 €
Prix de revient H.T.	4 315 773,64 €
Montant de la TVA	431 577,36 €
Prix de revient TTC	4 747 351,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 266,72 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

Décision No : 20191305500253

Page : 3/3



20/215/D-



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550051

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi  
CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500126

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Pensions de famille (Maisons relais)

**Type de bénéficiaire**

Publics maison relais ou res. d'accueil

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**  
Pinchinats - Oeuvre des Prisons  
Pension de Famille 25 logts  
212, route des Pinchinats  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 25 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 245 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	245 000,00	13,08%
Subvention EPCI	114 624,00	6,12%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>359 624,00</b>	<b>19,20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 215 709,00	64,91%
Prêt CDC foncier	297 538,00	15,89%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 513 247,00</b>	<b>80,80%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 872 871,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 872 871,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : **1 676 600,74 €**

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	541,50 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	25	541,50 m²
Assiette *	:	1 676 600,74 €
Taux de subvention	:	14,61 %
SUBVENTION	:	245 000,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	541,50 m²
Assiette : 1 676 600,74 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>245 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	14,61 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 245 000,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	349 050,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 223 250,00 €
Prestations intellectuelles et frais	202 933,00 €
Prix de revient H.T.	1 775 233,00 €
Montant de la TVA	97 638,00 €
Prix de revient TTC	1 872 871,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

3 458,67 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 216 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

**Numéro d'opération :**  
2019130550236

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500164

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13208 Marseille - 8e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Le Mée  
116 - 122 Traverse Le Mée  
13008 Marseille - 8e arrondissement



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 61 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 61 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 61 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

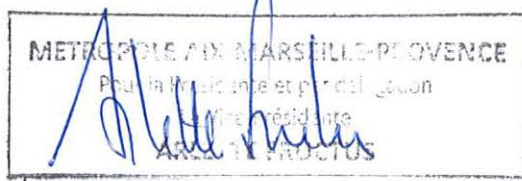
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	4 041 444,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 618 795,00	40,00%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	8 660 239,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	2 886 746,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	2 886 746,00	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	11 546 985,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	11 546 985,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	61	3 701,16 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »		61 3 701,16 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 61	Surface utile :	3 701,16 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 560 428,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 612 223,80 €
Prestations intellectuelles et frais	308 811,00 €
Prix de revient H.T.	10 481 463,00 €
Montant de la TVA	1 065 522,00 €
Prix de revient TTC	11 546 985,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 119,83 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 217 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550291

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
401110820

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SOC ECONOMIE MIXTE AMENAG PAYS AUBAGNE  
  
ZI LES PALUDS  
165 AV DU MARIN BLANC  
  
13400 AUBAGNE

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500258  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
83120 Saint-Zacharie

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** La Beaume  
Chemin du Plan d'Aups  
83640 Saint-Zacharie

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SOC ECONOMIE MIXTE AMENAG PAYS AUBAGNE (n° SIREN : 401110820).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Mutuel - CIC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Crédit Mutuel - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 672 418,05	97,83%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 672 418,05	97,83%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	59 343,00	2,17%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	59 343,00	2,17%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 731 761,05	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 731 761,05		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 021,71 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>15</b>	<b>1 021,71 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	1 021,71 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	390 321,75 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 699 797,89 €
Prestations intellectuelles et frais	393 299,50 €
Prix de revient H.T.	2 483 419,14 €
Montant de la TVA	248 341,91 €
Prix de revient TTC	2 731 761,05 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 673,71 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/218/D-



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550292

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
401110820

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SOC ECONOMIE MIXTE AMENAG PAYS AUBAGNE  
  
ZI LES PALUDS  
165 AV DU MARIN BLANC  
  
13400 AUBAGNE

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500255  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13070 La Penne-sur-Huveaune

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** Le 36  
36 boulevard de la Gare  
13821 La Penne-sur-Huveaune



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

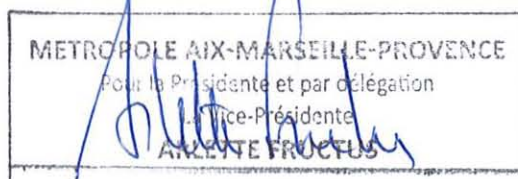
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 17 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 17 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 17 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SOC ECONOMIE MIXTE AMENAG PAYS AUBAGNE (n° SIREN : 401110820).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Mutuel - CIC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Crédit Mutuel - PLS (ou PLI ou PSLA)	3 101 526,00	98,97%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 101 526,00	98,97%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	32 348,07	1,03%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	32 348,07	1,03%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 133 874,07	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 133 874,07		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 112,93 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>17</b>	<b>1 112,93 m²</b>

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 17	Surface utile :	1 112,93 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	362 769,78 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 320 156,97 €
Prestations intellectuelles et frais	166 049,68 €
Prix de revient H.T.	2 848 976,43 €
Montant de la TVA	284 897,64 €
Prix de revient TTC	3 133 874,07 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 815,88 €/m²

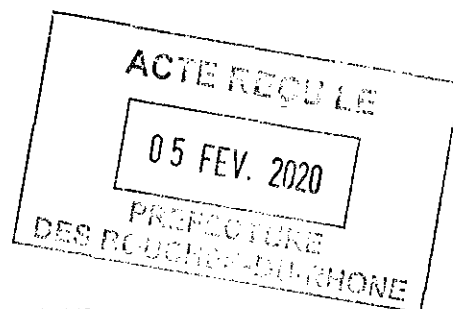
## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20 / 219 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550179

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500261  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** COEUR DURANNE\_PLS en ULS  
rue augustin Fresnel  
13090 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 13 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

04 FEV. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	433 059,00	52,86%	1,86%
Prêts Autres	386 134,00	47,14%	
<b>Sous-total Prêts</b>	819 193,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	819 193,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	819 193,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

781,16 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

13

781,16 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile :

781,16 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

Coût du bâtiment ou des travaux

722 138,00 €

Prestations intellectuelles et frais

22 077,00 €

Prix de revient H.T.

744 215,00 €

Montant de la TVA

74 978,00 €

Prix de revient TTC

819 193,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

1 048,69 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 220 / D

ACTE REÇU LE

05 FEV. 2020

PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

**DECISION DE FINANCEMENT**

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550178

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500172

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**  
Coeur Duranne  
rue augustin Fresnel  
13090 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

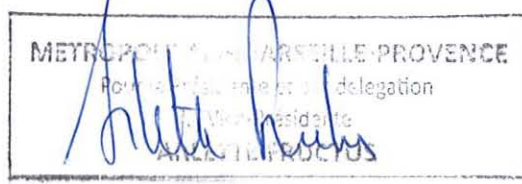
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 5 logements PLUS
  - 8 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	6,81%
Subvention EPCI	84 605,00	7,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>163 005,00</b>	<b>14,16%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	359 032,00	31,19%
Prêt CDC logement	341 208,00	29,64%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>700 240,00</b>	<b>60,84%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	287 748,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>287 748,00</b>	<b>25,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 150 993,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	42 060,00	5,72%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>42 060,00</b>	<b>5,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	229 482,00	31,20%
Prêt CDC logement	280 115,00	38,08%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>509 597,00</b>	<b>69,28%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	183 885,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>183 885,00</b>	<b>25,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>735 542,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	4,16%
Subvention EPCI	126 665,00	6,71%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>205 065,00</b>	<b>10,87%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	621 323,00	32,93%
Prêt CDC foncier	588 514,00	31,20%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 209 837,00</b>	<b>64,13%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	471 633,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>471 633,00</b>	<b>25,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 886 535,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 886 535,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 247 002,05 €

<b>Aide : PLUS</b>			
	Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
		5	286,11 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		5	286,11 m²
	Assiette *	:	486 254,83 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>			
	Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
		8	447,62 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		8	447,62 m²
	Assiette *	:	760 747,22 €
	Taux de subvention	:	10,31 %
	SUBVENTION	:	78 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	733,73 m²
Assiette : 1 247 002,05 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>78 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	6,29 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 78 400,00 €**

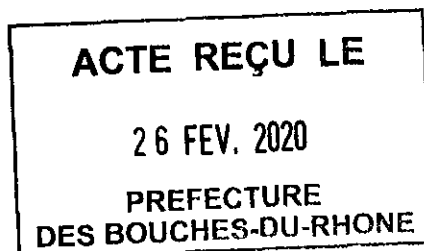
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	579 158,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 100 272,00 €
Prestations intellectuelles et frais	30 679,00 €
Prix de revient H.T.	1 710 109,00 €
Montant de la TVA	176 426,00 €
Prix de revient TTC	1 886 535,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 571,16 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20/221/D

DECISION DE FINANCEMENT  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :  
2019130550149

N° SIREN du maître d'ouvrage  
788058030

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
ADOMA

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

Décisionnaire  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
20191305500264

Nature de l'opération  
Neuf

Commune (Insee)  
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice  
2019

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FTM

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Résidence LITTORAL  
résidence sociale - QPV  
69 chemin du cap janet  
13015 Marseille - 15e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu la validation du projet social par la Direction Départementale Déléguée des Bouches-du-Rhône en date du 12 décembre 2019

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 158 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 158 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 158 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 1 548 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

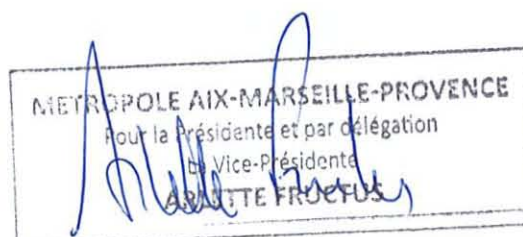
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	1 548 400,00	14,60%
Subvention EPCI	474 000,00	4,47%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>2 022 400,00</b>	<b>19,07%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	7 520 255,00	70,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>7 520 255,00</b>	<b>70,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 060 295,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 060 295,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>10 602 950,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>10 602 950,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 11 617 212,87 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

158

3 462,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

158

3 462,00 m²

Assiette \* : 11 617 212,87 €

Taux de subvention : 13,33 %

SUBVENTION : 1 548 400,00 €

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 158

Surface utile : 3 462,00 m²

Assiette : 11 617 212,87 € SUBVENTION : 1 548 400,00 €

Taux moyen de subvention : 13,33 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 1 548 400,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

Coût du bâtiment ou des travaux

8 611 773,00 €

Prestations intellectuelles et frais

1 130 000,00 €

Prix de revient H.T.

9 741 773,00 €

Montant de la TVA

861 177,00 €

Prix de revient TTC

10 602 950,00 €

Décision No : 20191305500264

Page : 3/4

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

3 062,67 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**ACTE REÇU LE**  
**26 FEV. 2020**  
**PREFECTURE**  
**DES BOUCHES-DU-RHONE**

**20/222/0**

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550140

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
788058030

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500198

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13028 La Ciotat

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Résidence sociale

**Type de bénéficiaire**

Publics issus de FTM

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
La Ciotat - Avenue de Roumanille- le peymian  
Démolition-reconstruction d'une résidence sociale  
490 avenue Joseph Roumanille  
13600 La Ciotat

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 140 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 140 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 140 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 1 372 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	1 372 000,00	14,70%
Subvention EPCI	500 000,00	5,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 872 000,00</b>	<b>20,06%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	6 528 690,00	69,94%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 528 690,00</b>	<b>69,94%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	933 410,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>933 410,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>9 334 100,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>9 334 100,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 9 488 980,30 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

140

3 304,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

140

3 304,00 m²

Assiette \* : 9 488 980,30 €

Taux de subvention : 14,46 %

SUBVENTION : 1 372 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 140

Surface utile : 3 304,00 m²

Assiette : 9 488 980,30 €

**SUBVENTION : 1 372 000,00 €**

Taux moyen de subvention : 14,46 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 1 372 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 455 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 8 367 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais 512 100,00 €

Prix de revient H.T. 9 334 100,00 €

Montant de la TVA 0,00 €

Prix de revient TTC 9 334 100,00 €

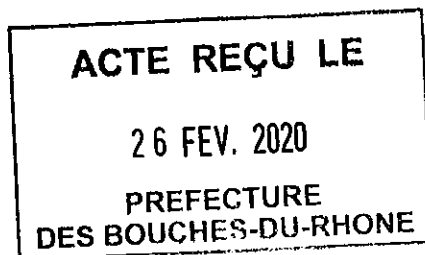
Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 825,09 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20 // 2 2 3 // 10

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550019\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500279

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 18 PLS / Ruffi Japan / Marseille13003 / SOGIMA  
65 avenue Roger Salengro  
54 rue Ruffi Japan  
13003 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/11/2013	20131305500143
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		

4 r capitaine dessemond

Ville :	13007 Marseille
Exercice :	2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 FEV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	521 686,00	18,17%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	951 627,00	33,14%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	816 880,00	28,44%	1,86%
Prêts Autres	349 600,00	12,17%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 639 793,00	91,92%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	232 065,00	8,08%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	232 065,00	8,08%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 871 858,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 871 858,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 082,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

1 082,70 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 082,70 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

0,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	454 723,22 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 267 417,00 €
Prestations intellectuelles et frais	0,00 €
Prix de Revient H.T.	2 722 140,22 €
Montant de la TVA	149 717,78 €
Prix de revient TTC	2 871 858,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 652,50 €/m²

Type d'opération :        Hors opération spécifique

## Décision n° 20/225/D

**Exercice du Droit de Prémption Urbain sur les biens et droits immobiliers des lots n° 36 - 37 - 40 ET 41 en nature de 4 box-garages occupés, situés sur la parcelle cadastrée AP 0016 sise 16 avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane, appartenant à la SCI Les Cigaloux.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 213-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 054 20 M0007 reçue en mairie de Marignane le 28 janvier 2020 portant aliénation des lots n° 36, 37, 40 et 41 en nature de 4 box-garages occupés, situés sur la parcelle cadastrée n° AP 16 située au 16 avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane ;
- L'avis favorable de la commune de Marignane du 4 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence ;
- Que le Droit de Préemption Urbain (DPU) a été instauré sur l'ensemble des zones U, AU et les zones urbaines spéciales (US) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence en vigueur et ce sur le territoire de la commune de Marignane ;
- Que la parcelle cadastrée n° AP 16 sise 16 avenue du Docteur Schweitzer à Marignane est située en zone UC2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence, zonage qui permet notamment le développement de collectifs discontinus ;
- Que ladite parcelle est grevée de l'emplacement réservé n° T025, dont la destination est réservée au parking gare routière (La Caravelle) et dont le bénéficiaire est la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour les lots n° 36, 37, 40 et 41 situés sur la parcelle cadastrée n° AL 16, située 16 avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane, appartenant à la SCI Les Cigaloux, moyennant le prix de 48 000 euros conformément aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre du futur parking gare routière.

#### **Article 2 :**

La décision d'acquérir l'immeuble ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maître Pascal Bonetto, 2 Place du 11 Novembre – 13723 Marignane.

#### **Article 3 :**

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 février 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/226/D

### **Avenant 1 à la convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'un relais de radiocommunication sur le château d'eau d'Entressen à Istres au profit de la société ILIAD7**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 567/14 du SAN Ouest Provence du 1<sup>er</sup> juillet 2014 approuvant la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre onéreux au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur le château d'eau du quartier des Aubargues à Entressen, commune d'Istres ;
- L'information de la Métropole, propriétaire, par lettre recommandée avec accusé de réception du 9 juillet 2019, de la substitution d'une personnalité juridique différente.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la société FREE Mobile est bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier des Aubargues à Entressen (commune d'Istres), depuis le 15 juillet 2014 ;
- Que la société FREE Mobile a cédé ses contrats au bénéfice de sa filiale, la société ILIAD 7 le 16 décembre 2019 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020



- Que la société ILIAD 7 se substitue donc à la société FREE Mobile dans ses droits et obligations contractuels ;
- Que conformément à l'article 26 de la convention précitée, toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'avenant de transfert quadripartite n° 1 à la convention d'occupation temporaire du 15 juillet 2014 relative à l'occupation temporaire au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier des Aubargues à Entressen, commune d'Istres, pour acter le transfert de cette convention à sa filiale, la société ILIAD 7.

### **Article 2 :**

Sont modifiées en conséquence la dénomination du bénéficiaire ainsi que les coordonnées et références des interlocuteurs désignés dans la convention.

### **Article 3 :**

Les autres termes et conditions de la convention du 15 juillet 2014 demeurent inchangés.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/227/D**

**Avenant de transfert n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'un relais de radiocommunication sur le château d'eau Bois François à Port-Saint-Louis-du-Rhône au profit de la société ILIAD7**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 566/14 du SAN Ouest Provence du 1<sup>er</sup> juillet 2014 approuvant la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre onéreux au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur le château d'eau du quartier de Bois François à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- L'information de la Métropole, propriétaire, par lettre recommandée avec accusé de réception du 9 juillet 2019, de la substitution d'une personnalité juridique différente.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la société FREE Mobile est bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier de Bois François à Port-Saint-Louis-du-Rhône depuis le 15 juillet 2014 ;
- Que la société FREE Mobile a cédé ses contrats au bénéfice de sa filiale la société ILIAD 7 le 16 décembre 2019 ;
- Que la société ILIAD 7 se substitue donc à la société FREE Mobile dans ses droits et obligations contractuels ;
- Que conformément à l'article 26 de la convention précitée, toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'avenant de transfert quadripartite n° 1 à la convention d'occupation temporaire du 15 juillet 2014 relative à l'occupation temporaire au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier de Bois François à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour acter le transfert de cette convention à sa filiale, la société ILIAD 7.

### **Article 2 :**

Sont modifiées en conséquence la dénomination du bénéficiaire ainsi que les coordonnées et références des interlocuteurs désignés dans la convention.

### **Article 3 :**

Les autres termes et conditions de la convention du 15 juillet 2014 demeurent inchangés.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020**

**Décision n° 20/228/D**

**Avenant de transfert n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'un relais de radiocommunication sur le château d'eau de Rassuen à Istres au profit de la société ILIAD7**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 569/14 du SAN Ouest Provence du 1<sup>er</sup> juillet 2014 approuvant la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre onéreux au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur le château d'eau du quartier de Rassuen à Istres ;
- L'information de la Métropole, propriétaire, par lettre recommandée avec accusé de réception du 9 juillet 2019, de la substitution d'une personnalité juridique différente.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la société FREE Mobile est bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier de Rassuen à Istres depuis le 15 juillet 2014 ;
- Que la société FREE Mobile a cédé ses contrats au bénéfice de sa filiale, la société ILIAD 7 le 16 décembre 2019 ;
- Que la société ILIAD 7 se substitue donc à la société FREE Mobile dans ses droits et obligations contractuels ;
- Que conformément à l'article 26 de la convention précitée, toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant de transfert quadripartite n° 1 à la convention d'occupation temporaire du 15 juillet 2014 relative à l'occupation temporaire au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier de Rassuen à Istres pour acter le transfert de cette convention à sa filiale, la société ILIAD 7.

### **Article 2 :**

Sont modifiées en conséquence la dénomination du bénéficiaire ainsi que les coordonnées et références des interlocuteurs désignés dans la convention.

### **Article 3 :**

Les autres termes et conditions de la convention du 15 juillet 2014 demeurent inchangés.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020**

**Décision n° 20/229/D**

**Avenant de transfert n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'un relais de radiocommunication sur le château d'eau Le Gras à Miramas au profit de la société ILIAD7**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 568/14 du SAN Ouest Provence du 1<sup>er</sup> juillet 2014 approuvant la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre onéreux au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur le château d'eau du quartier Le Gras à Miramas ;
- L'information de la Métropole, propriétaire, par lettre recommandée avec accusé de réception du 9 juillet 2019, de la substitution d'une personnalité juridique différente.

**CONSIDÉRANT**

- Que la société FREE Mobile est bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier Le Gras, avenue des saladelles à Miramas depuis le 15 juillet 2014 ;

- Que la société FREE Mobile a cédé ses contrats au bénéfice de sa filiale, la société ILIAD 7 le 16 décembre 2019 ;
- Que la société ILIAD 7 se substitue donc à la société FREE Mobile dans ses droits et obligations contractuels ;
- Que conformément à l'article 26 de la convention précitée, toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant de transfert quadripartite n° 1 à la convention d'occupation temporaire du 15 juillet 2014 relative à l'occupation temporaire au bénéfice de la société FREE Mobile pour l'installation de ses équipements radioélectriques sur le château d'eau du quartier Le Gras à Miramas pour acter le transfert de cette convention à sa filiale, la société ILIAD 7.

### **Article 2 :**

Sont modifiées en conséquence la dénomination du bénéficiaire ainsi que les coordonnées et références des interlocuteurs désignés dans la convention.

### **Article 3 :**

Les autres termes et conditions de la convention du 15 juillet 2014 demeurent inchangés.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/230/D

### **Préemption de la parcelle cadastrée section KT n°81 lieu-dit "la halte de St-Pons", quartier de la Duranne 13290 Aix-en-Provence appartenant à Christian et Jean Poitevin**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L210-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n°2015-A304 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015-349 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 approuvant la révision générale du Plan d'occupation des sols en Plan Local d'Urbanisme;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020



- La délibération n°URB 014-7385/19/BM du 19 décembre 2019 portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2013-0101 du Syndicat Mixte de l'Arbois du 16 décembre 2013 approuvant les modalités de concertation ;
- La délibération n° ECO 013-3238/17/CM du 14 décembre 2017 portant définition des objectifs poursuivis et adaptation des modalités de la concertation préalable pour la Zone d'Aménagement Concerté du Tourillon ;
- La déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître Olivier Grand-Dufay, Notaire, domicilié 11 place d'Albertas – CS 70844 13626 Aix-en-Provence Cedex 1 représentant Jean et Christian Poitevin, reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 5 février 2020 et enregistrée sous le n°20MO199 portant sur la vente d'une parcelle non bâtie, libre de toute occupation, cadastrée section KT n°81, située lieu-dit « la halte de St-Pons », quartier de la Duranne 13290 Aix-en-Provence d'une superficie de 28 540 m² au prix de 550 000 €, aux conditions visées dans la déclaration ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;
- L'avis des services de France Domaine référencé n°2020-001V0283 du 14/02/2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix exécutoire identifie le secteur du Tourillon sur la commune d'Aix-en-Provence comme potentiel de développement économique en zone d'activités ;
- Que cet espace est classé au PLU de la commune d'Aix-en-Provence en zone 2AU, zone à urbaniser différée dont l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à une modification ou une révision du PLU en raison de l'insuffisance des équipements à proximité ; qu'il fait l'objet de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°19 ;
- Que les études de programmation urbaine menées par un groupement de bureaux d'études spécialisés avaient été finalisées en octobre 2015, proposant un parc d'activités durable, pour accueillir des locaux dédiés à la petite production et l'assemblage ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme au prix proposé par le vendeur pour la parcelle cadastrée section KT n°81, située lieu-dit « la halte de St-Pons », quartier de la Duranne 13290 Aix-en-Provence, libre de toute occupation, moyennant le prix de 550 000 euros, aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner et agréé par l'avis du service de France Domaines ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future ZAC du Tourillon;

**Article 2 :**

A la suite de cet accord, le propriétaire considérera comme définitive la vente de son bien cité en objet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette vente devra être régularisée, conformément aux articles L213-14 et R213-12 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision, en particulier s'agissant de la consignation et du paiement des sommes dues.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2020**

## Décision n° 20/231/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons d'un local d'activités situé 20 route d'Apt, Zone d'Activité du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AO 119 appartenant à la SCI LY INN Jean-Pierre.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 010 7381/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 instaurant la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 20 M0024 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 14 février 2020 portant aliénation d'un local d'activité situé sur la parcelle cadastrée AO 119 sis 20 route d'Apt, zone d'activité du Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à la SCI LY INN Jean-Pierre.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le bien est situé en zone UEb1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans le cadre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du local d'activité situé sur la parcelle cadastrée AO 119 d'une surface utile de 567m<sup>2</sup> sis 20 route d'Apt, zone d'activité du pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à la SCI LY INN Jean-Pierre.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/232/D

**Location d'un stand de 65,21 m<sup>2</sup> pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) à Paris du 9 au 11 décembre 2020.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération ECO 033-7274/19/BM, du 19 décembre 2019 du Bureau de Métropole portant approbation d'une convention de partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence relative à la promotion du territoire aux salons professionnels au MIPIM 2020 et au SIMI 2020.

### CONSIDÉRANT

- Que, par délibération ECO 033-7274/19/BM, du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se déroulera à Paris du 9 au 11 décembre 2020 ;
- Que le SIMI, est en effet un rendez-vous annuel incontournable des acteurs nationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Qu'il constitue pour la Métropole l'occasion de promouvoir ses projets et son territoire, et d'entretenir des relations avec les acteurs et décideurs économiques nationaux ;
- Que dans le cadre de sa participation à ce salon, la Métropole souhaite louer un stand de 65,21 m<sup>2</sup> ;

- Que la Métropole souhaite également bénéficier d'un droit d'inscription, de la garantie assurantielle « dommages aux biens » dans l'enceinte de l'exposition, d'une publicité telle qu'une fiche détaillée de la Métropole dans le catalogue et le site internet du SIMI, d'un descriptif sur le plan interactif et l'application mobile du Salon, d'un référencement et d'une inscription dans les secteurs d'activités choisis et d'une fiche signalétique d'une page avec visuels ;
- Qu'il convient donc de conclure avec la société par action simplifiée (SAS) Groupe Moniteur, société organisatrice du SIMI, un contrat de location pour ce stand lequel inclut les prestations précitées.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver le contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société par action simplifiée (SAS) Groupe Moniteur, relatif à la location d'un stand lors du Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se déroulera à Paris du 9 au 11 décembre 2020.

### **Article 2 :**

Le contrat prend effet à compter de sa signature (devis + CGV) et trouvera son terme à l'issue du SIMI, le 12 décembre 2020.

### **Article 3 :**

Le coût de la location du stand et des prestations incluses s'élève à la somme totale de 54 965,39 euros TTC.

### **Article 4 :**

En ce qui concerne le prix de la location du stand et des prestations incluses, les modalités de règlement sont les suivantes :

- 50% du prix, soit 27 482,695 euros seront versés à la signature du contrat,
- solde de 50% du prix, soit 27 482,695 euros seront versés à 60 jours date de facture.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole : Fonction 64 – nature 6233 « foires et expositions » - sous-politique B330

### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/233/D

### Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SNT Suma

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1905423 présentée par la SNT Suma devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit condamnée à lui verser la somme à parfaire de 23 436,56 euros en réparation du préjudice causé par son refus de paiement du solde de deux factures émises le 31 juillet 2015 assortie des intérêts moratoires fixés au taux de 8,05% depuis le 31 août 2015, capitalisés à compter du 31 août 2015, et de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement, d'autre part, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles – 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2020**



## Décision n° 20/234/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société UTP**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n° 1905425 présentée par la société UTP devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit condamnée à lui verser la somme à parfaire de 13 982,02 euros en réparation du préjudice causé par son refus de paiement du solde de la facture n° 03160651 émises le 31 juillet 2016 assortie des intérêts moratoires fixés au taux de 8% courant depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2016, et de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement, d'autre part, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles – 75017 Paris.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 mars 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2020**

## Décision n° 20/235/D

### **Signature d'un bail de courte durée (2 ans) pour des locaux sis 3 Cours Saint Louis, 13001 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- L'avis rendu par le service des Domaines du 24 février 2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de son objectif de communication sur les projets et dispositifs métropolitains mis en place pour les usagers, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local situé 3 Cours Saint Louis, 13001 Marseille ;
- Que le loyer pratiqué est en cohérence avec le prix des transactions comparables dans ce secteur ainsi que les services de France Domaine l'ont précisé dans leur avis du 24 février 2020;
- Que la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI Du Phare à compter de la date de signature du bail est possible dans les conditions suivantes :

Désignation : Au sein de l'immeuble sis 3 Cours Saint Louis, 13001 Marseille, le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : un local commercial situé en rez-de-chaussée et premier étage ainsi qu'un sous-sol pour une surface totale de 262 m².

Durée : 2 ans dont 1 an ferme.

Prix : Loyer de 120 000 euros annuel HC HT, payable trimestriellement d'avance

Provision sur charges annuelles de 5 000 euros

Honoraires de l'agence immobilière : 36 000 euros HT

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signé un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI Du Phare pour une durée de 2 ans dont 1 an ferme pour les locaux sus mentionnés à compter de la date de signature du bail.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole : sous politique A130 – Nature 6132, 275 – Chapitre 011 – Fonction 020.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mars 2020

**Martine VASSAL**